



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 25 MARS 2026 - N° 1320 - 56° ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

La guerre du faux

À la guerre, la première victime, c'est la vérité, disait Churchill. La presse écrite est rarement neutre et les images télévisées sont aussi cadrées que les photos publiées dans les magazines. On se souvient peut-être de la photo du *Nouveau Philosophe* blotti derrière une murette à Sarajevo pendant le siège de la ville, comme si le courageux penseur était sous le tir de l'ennemi. Ce n'était qu'un fragment : le cliché complet montrait un soldat montant paisiblement la garde sur la murette.

Comme en bien d'autres domaines, l'intelligence artificielle est en train de transformer la propagande de guerre en nous offrant sur les réseaux sociaux des images spectaculaires « en direct » : une pluie de missiles iraniens sur Tel Aviv, l'impact d'un drone sur un immeuble de Dubaï, la photo de la souriante aviatrice israélienne qui a tué l'ayatollah Khamenei. On estime que 30 à 40 % des images publiées sur l'Iran sont des falsifications partielles ou complètes. Et ce n'est qu'un début !

Il est encore possible de trouver dans les images ainsi fabriquées les détails qui prouvent la manipulation, mais des progrès sont encore à venir et il ne faut surtout pas faire confiance à ChatGPT pour discerner le vrai du faux. Dans la plupart des cas, les plateformes d'intelligence artificielle n'y voient que du feu !

L'intelligence artificielle donne cependant du grain à moudre aux complotistes. Selon une rumeur largement répandue, Benjamin Netanyahu serait malade, ou mort, et nous verrions à la télévision un Premier ministre israélien recomposé par l'intelligence artificielle. Attendons-nous à le retrouver sur une plage, en compagnie de Poutine, Trump et Xi Jinping...



PHOTO NAR.

Affectées par la dépolitisation, les élections municipales confirment la rupture entre les métropoles et la France périphérique.

LES EFFETS GROSSISANTS du spectacle médiatique masquent les contradictions propres à chaque camp. Le Rassemblement national progresse dans la France périphérique mais la droite libérale y demeure prépondérante. La France insoumise réussit son implantation

militante mais se fait détester par la majorité des électeurs d'une gauche qu'elle a violemment fracturée. Plusieurs métropoles restent dans le giron de la gauche modérée, dont l'électorat populaire s'est largement détourné. Le « bloc central » oligarchique reste en suspens,

faute de pouvoir s'implanter localement.

La campagne présidentielle est censée résoudre les contradictions internes de chaque camp, mais elle durcira l'opposition entre les riches métropoles et la France délaissée. **L'article de B. La Richardais en page 3.**

Jürgen Habermas

L'œuvre du philosophe allemand, disparu le 14 mars, frappe par son ampleur, source de solides discussions.

POUR EMPÊCHER à jamais une catastrophe analogue à celle du nazisme, Habermas a pensé la démocratie comme *éthique de la discussion* dans une Europe politique ayant dépassé les nations. Son œuvre est celle d'un homme des Lumières qui fait confiance à la Raison.

De cette foi en l'intelligence humaine, procède une conception de la société de commu-

nication qui a rencontré les fortes objections, relayées par *Royaliste*, de Régis Debray et de Lucien Sfez.

L'optimisme de Jürgen Habermas est aujourd'hui démenti par l'intelligence artificielle et son apologie du « patriotisme constitutionnel » se heurte à la réalité des appartenances nationales. **L'article de Gérard Leclerc en page 17.**

Dans ce numéro :

- Page 4 – Les alliances de l'entre-deux tours.
- Page 6 – La visite de Mgr le comte de Paris à Sète.
- Page 7 – Électricité : un nouveau hold-up.
- Page 9 – Du Nil à l'Indus.
- Page 14 – L'indépendance américaine et la France.
- Page 18 – Paul Huet et le romantisme.
- Page 21 – Le 11 novembre 1940 des royalistes.
- Page 24 – Éditorial : Les impasses du trumpisme.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise un cycle de conférences, les **Mercredis de la NAR**, auxquelles participent des personnalités politiques ou du monde intellectuel.

Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande à lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr) Pour accéder à ces entretiens sur notre chaîne YouTube et s'y abonner, un seul lien : <https://www.archivesroyalistes.org/-Les-Mercredis-de-la-NAR-92->.

■ Mercredi 25 mars

Pas de conférence. Dîner des amis de la NAR au restaurant Hung Yen, 265 rue St-Jacques (Paris 5^e) à partir de 20 h 00 (merci de confirmer votre présence sur le serveur du journal lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr)

■ Mercredi 1^{er} avril

Conférence de Natalia Routkevitch, journaliste, spécialiste de la Russie, sur le thème « *d'une perestroïka à l'autre* ».



Journaliste, Natalia Routkevitch s'est spécialisée dans l'analyse de l'espace post-soviétique. Formée en URSS, elle a vécu de l'intérieur l'effondrement soviétique, puis observé depuis l'Occident la désillusion du « *moment unipolaire* » et aujourd'hui le conflit opposant la Russie et les démocraties occidentales.

Natalia Routkevitch présentera son nouveau livre *Le Recommencement de l'histoire* (Éditions Frantz Fanon, février 2026).

■ Mercredi 8 avril

Conférence de Jacques Dorémieux, magistrat honoraire, sur le thème « *Justice et démocratie* ».



Ancien magistrat, Jacques Dorémieux a exercé de 1987 à 1997 comme magistrat du siège, puis de 1997 à 2017 comme magistrat du parquet. Il a notamment été procureur général à Monaco, puis premier avocat général près de la cour d'appel de Colmar. Lieutenant-colonel honoraire, il est un bon connaisseur des questions de défense et de renseignement.

■ Mercredis 15 et 22 avril

Conférences encore à programmer. Les invités et les thèmes de ces Mercredis seront précisés dans notre n° 1321.

■ Mercredi 6 mai

Conférence de Edern de Barros, historien du droit, sur son livre *Mably et Condillac, théoriciens de la démocratie tempérée*.



Historien, Edern de Barros enseigne l'histoire du droit à l'Université de Mayotte. Spécialiste de la pensée des Lumières et de l'histoire de la pensée républicaine, il est également associé au Centre d'études et de recherche d'histoire des idées et des institutions politiques de l'université d'Aix-Marseille.

Edern de Barros présentera son récent livre *Mably et Condillac, théoriciens de la démocratie tempérée*, Mare & Martin, novembre 2025.

■ Mercredis suivants

• Mercredi 20 mai : conférence de Loris Chavanette, historien, sur son livre *Les Femmes entrent en Révolution, 5-6 octobre 1789* (Tallandier, février 2026).

• Mercredi 10 juin : conférence de Alya Aglan sur son livre *La Double Mort de Marc Bloch* (Flammarion, mars 2026).



Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www.archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-contacts :
lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Rédaction : Frédéric Aimard, Loïc de Bentzmann, Éric Cézembre, Denis Cribier, Dominique Decherf, Jacques Duconseil, François-Marin Fleutot, François Gerlotto, DJ Heller, Léon Letellier, Hubert de Marans, Casimir Mazet, Marc Sévrien, Alain Solari, Indiana Sullivan.

Directeur politique : Bertrand Renouvin.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organismes tiers ».



SOURCE : CAPTURE D'ÉCRAN, PHOTO : PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE.

Chronique politique

La France fracturée

par B. La Richardais (avec le CD de la NAR).

Les élections municipales ont souligné l'ampleur de la dépolitisation. Elles confirment l'opposition entre les principales villes du pays et la France périphérique où le Rassemblement national et ses alliés progressent fortement. La campagne présidentielle va durcir cet affrontement politique et social.

Au premier comme au second tour, le faible taux de participation souligne la dépolitisation croissante des Français. Divers facteurs l'expliquent mais c'est surtout le sentiment d'impuissance qui provoque l'abstention. À quoi bon voter pour des candidats qui auront, quelle que soit leur étiquette, peu ou pas de prise sur les réalités ? Ce constat désabusé, qui s'appliquait depuis longtemps aux élus nationaux, s'étend désormais à la démocratie locale. Il est urgent de réfléchir aux mesures qui permettraient de la revitaliser.

La dépolitisation n'empêche pas de tirer des enseignements généraux, mais il faut commencer par se déconnecter du commentaire médiatique et du traditionnel spectacle des soirées électorales à la télévision. Le 22 mars, on a complètement oublié que 95 % des communes avaient élu leur municipalité dès le premier tour et que les listes uniques sont toujours très nombreuses dans les petites communes. Focalisés par la campagne présidentielle, déclarée ouverte au soir du second tour, et par les personnalités d'envergure nationale, les médias parisiens ont regardé de très haut et de très loin les

résultats électoraux dans les agglomérations moyennes. Trop de projecteurs braqués sur Sarah Knafo, la Madone des quartiers riches, pas assez sur Vierzon et Montargis. Or c'est dans les petites villes et les moyennes agglomérations que le Rassemblement national progresse fortement, surtout dans le Midi, dans le bassin minier du Nord et dans le Sud-Ouest où la Coordination rurale est influente.

L'opposition frontale entre la France protestataire et les métropoles élitaires ne cesse de se préciser et de se durcir.

Le parti de Jordan Bardella est dans une dynamique de conquête d'une grande partie de la France périphérique et son échec à Toulon, amplifié par les médias, n'a pas une grande importance au vu de l'ensemble de ses résultats. Déjà, le RN peut se vanter d'avoir multiplié par quatre le nombre de ses maires, et par trois celui de ses conseillers municipaux. Cette dynamique est d'autant plus impressionnante que les très nombreuses listes présentées comme « *divers droite* » sont animées par des adhérents du Rassemble-

▲ Une abstention historiquement faible qui confirme la dépolitisation d'une partie du pays.

ment national. Lors des prochaines élections sénatoriales, il est probable de nombreux élus « *divers droite* » voteront pour les candidats du RN, qui va probablement élargir sa représentation au palais du Luxembourg. L'opposition frontale entre la France protestataire et les métropoles élitaires ne cesse de se préciser et de se durcir.

La déconnexion entre le local et le national ne saurait cependant être réduite au schéma du petit peuple lepéniste en lutte contre les bourgeoisies urbaines. Sous étiquette LR, la droite libérale est la première en nombre d'élus locaux alors qu'elle obtient de médiocres résultats aux élections présidentielles. Endémique, la guerre des chefs va de nouveau réduire ses chances pour 2027, face à Jordan Bardella qui droitise son discours pour récupérer le maximum d'électeurs modérés. La victoire d'Éric Ciotti à Nice ne peut manquer de le réjouir. De même, le président du RN a pu observer avec une intense satisfaction que son parti coalisait à Marseille le vote anti-gauche et c'est bien sûr cet exemple qu'il voudrait voir se généraliser.

La déconnexion du local et du national se vérifie aussi côté gauche. Paris, Lyon et Marseille ont voté pour la gauche modérée, représentative des élites urbaines, et ses échecs à Bordeaux et à Toulouse sont dus à des facteurs conjoncturels. Se confirme surtout la rupture, de plus en plus violente, entre le Parti socialiste et La France insoumise. Maints com- ►

mentateurs de gauche et de droite ont constaté avec dépit que la diabolisation de Jean-Luc Mélenchon et des Insoumis n'a pas produit l'effondrement souhaité. Leurs rares victoires de quelque ampleur, à Saint-Denis et Roubaix, sont moins significatives que leur implantation militante dans les grandes villes. La radicalité et les provocations de Jean-Luc Mélenchon lui permettent de capter le vote protestataire de gauche, qui se moque de la réprobation des bien-pensants. À Toulouse comme à Brest et à Tulle, la défaite de la gauche classique en raison de son alliance avec LFI souligne la violence de la rupture entre les deux gauches, représentatives de deux France.

Dans ces logiques d'affrontement, le « bloc central » oligarchique reste dépourvu de solide implantation locale, mais la victoire d'Édouard Philippe au Havre peut lui permettre de se donner un candidat crédible – du moins selon ses propres critères. Il sera cependant difficile au champion de la retraite à points, qui avait mobilisé contre lui des foules considérables, d'apparaître comme un bienveillant rassembleur, face aux méchants extrémistes. L'extrémisme néolibéral, c'est assurément la fabrique la plus efficace des radicalités de droite et de gauche.

L'ensemble de ces constats est inquiétant : sur fond de dépolitisation, la tenaille identitaire LFI-RN est un phénomène en voie de développement. On aurait cependant tort d'oublier que les élus municipaux, dans leur très grande majorité, remplissent leurs fonctions hors du spectacle politicien et du champ des radicalités. Dans les 3 300 communes de plus de 3 500 habitants, on compte seulement 61 maires d'extrême droite et 6 d'extrême gauche –, les autres étant des modérés de droite, du centre ou de gauche. Il nous faudra par ailleurs insister, dans les prochains mois, sur le caractère largement fictif de la tenaille identitaire. Il y a bien sûr des fictions meurtrières mais aussi des récits qui disparaissent dès qu'on arrive au pouvoir. Malgré les efforts des entrepreneurs identitaires, la guerre civile n'est toujours pas notre horizon. ■

Entre-deux tours des municipales

Ces alliances qui ont bousculé les lignes

Forts de leurs résultats au premier tour, La France insoumise et le Rassemblement national ont tenté de redessiner les équilibres politiques sur le plan local. LFI a plutôt réussi son coup ; pour le RN, c'est peine perdue.

Selon les calculs de *Ouest-France*, publiés le 16 mars, le scrutin était acquis au soir du premier tour des élections municipales et communautaires dans 33 305 communes, soit 95,5 % des mairies. Seules quelque 1 570 communes ont organisé un second tour, le dimanche 22 mars. Il s'agissait là, en grande majorité, de moyennes et grandes villes avec des enjeux de rapports de force pour les partis politiques.

Jusqu'à l'heure limite (18 heures, le 17 mars) des dépôts des listes en préfectures, le sujet des alliances a secoué les états-majors et, sur le plan local, les colistiers. Les fusions de listes qualifiées au second tour et quelques rares désistements ont chamboulé la courte campagne d'entre-deux tours. Avec des décisions parfois à contre-courant des déclarations des chefs de partis.

À droite et à gauche, les questions essentielles étaient simples : le Parti socialiste (PS), Les Écologistes (ex-EELV) et leurs alliés doivent-ils unir leurs forces avec celles de LFI pour empêcher le RN de conquérir des villes ? Les Républicains (LR) et le Rassemblement national (RN) doivent-ils s'allier pour faire barrage à La France insoumise (LFI) ? Questions basiques, réponses tarabiscotées...

L'imbrroglio des alliances à gauche. – Dès avant le premier tour, Olivier Faure, premier secrétaire du PS, s'était « opposé à tout accord national » entre son parti et LFI, mais la porte restait entrouverte à des ententes « locales » si des « clarifications sur les valeurs et le programme » [de LFI] étaient obtenues. Des propos prudents, d'autres diront ambigus, ressassés comme un mantra après les résultats du premier tour. Sa manière à lui de ménager la chèvre



SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE PHOTO : DATI BENDO.

▲ **Près de 17 millions** de Français étaient appelés aux urnes le 22 mars.

et le chou devant des militants et sympathisants socialistes divisés sur leurs relations avec les Insoumis. Et devant les électeurs.

LFI a tenté une version moderne du baiser Lamourette avec ses anciens partenaires du Nouveau Front populaire.

C'est plus tranché chez LFI qui, au nom d'un « front antifasciste contre la droite et l'extrême droite », a proposé des « fusions politiques » entre listes de gauche ou des « fusions techniques », sans programme commun ni gouvernance partagée. Concept nébuleux du baiser Lamourette (1) que Jean-Luc Mélenchon, avait « théorisé » dans un article du *Monde* en février : « On est sur la même liste mais nous, on reste nous : on a un groupe autonome [au conseil municipal]. Et, vous, vous restez vous : vous dirigez mais on ne s'engage à rien dans votre direction. » Une stratégie d'alliances qui a été soutenue par Les Écologistes, sous la pression d'un premier tour difficile.

Royaliste fera grâce à ses lecteurs de l'inventaire exhaustif de ces fusions. Car sur le terrain, l'arithmétique approximative des reports de voix a eu raison des principes et produit des accords en cascade entre PS et LFI (Avignon, Brest, Clermont-Ferrand, Limoges, Nantes, Toulouse et même à Tulle, « sur les terres » de François Hollande...) et entre écologistes et insoumis (Besançon, Grenoble, Lyon, Strasbourg...). Cependant, des candidats socialistes ou écologistes ont décliné l'offre de LFI (Bordeaux, Montpellier, Marseille, Rennes, Paris...) et étaient en concurrence avec des listes insoumises au second tour. À Lille, Les Écologistes ont tranché : troisièmes au

Sur le mur de Jean Chouan

LES AUTRES DE GAUCHE C'EST TOUS DES TRAITRES, OK, MAIS ON EN AVAIT BESOIN POUR GAGNER, ALORS ON S'EST ALLIÉ AVEC EUX



LES AUTRES DE DROITE C'EST TOUS DES TRAITRES, OK, MAIS ON EN AVAIT BESOIN POUR GAGNER, ALORS ON S'EST ALLIÉ AVEC EUX



EUH OUI, D'ACCORD, MAIS LES ÉLECTEURS, QU'EST-CE QU'ILS EN PENSENT, DE CES ALLIANCES ?



LES QUOT ?



soir du premier tour, ils ont tourné le dos à LFI pour rejoindre la liste socialiste.

Le RN rassemble peu localement. – Bruno Retailleau, président des LR, n'a cessé de répéter qu'il refusait toute « union des droites » avec le RN et son allié UDR et a appelé à « battre la gauche ou le Rassemblement national ». Sans évoquer explicitement « un front républicain » face au RN. Une façon de ne pas froisser Nicolas Sarkozy qui, derrière les barreaux et entre deux cuillerées de yaourt, écrivait, à l'automne dans son *Journal d'un prisonnier*, que « le chemin de reconstruction de la droite ne pourra passer que par l'esprit de rassemblement le plus large possible, sans exclusive et sans anathème ».

Quelques minutes après la fermeture des derniers bureaux de vote, le 15 mars, Jordan Bardella, patron du RN, déclarait, aux chaînes de télé, « tendre la main aux listes de droite sincères, indépendantes et à tous ceux qui refusent à la fois le désordre de l'extrême gauche et la dilution dans le macronisme ». Son rêve : être le principal artisan de l'union des droites, en « invisibilisant » LR et en se posant comme seul rempart à LFI. Déjà, en janvier sur BFM-TV, il déclarait « ne pas être fermé à des discussions, au cas par cas, sur des listes de rassemblement au second tour ».

Les accords officialisés entre Rassemblement national (ou son allié UDR) et Les Républicains ont été rarissimes. Citons les fusions à Brie-Comte-Robert (11 686 électeurs inscrits), à Reims où le candidat dissident de droite, encarté LR, s'est allié à la candidate RN. En revanche, un « front républicain » à géométrie variable, face au RN s'est mis en place dans quelques villes. Ainsi, à Toulon, la liste LR, arrivée 3^e au premier tour, s'est retirée en faveur de la liste de la maire sortante divers droite face à la candidate RN ; à Nîmes, deux listes de droite, pourtant qualifiées pour le second tour, ont fusionné pour tenter de conserver la ville, à droite depuis un quart de siècle. Cas atypique : Carcassonne où le candidat RN partait favori face à « une coalition républicaine » incomplète à droite : la liste d'union de la gauche hors LFI (arrivée 3^e) a intégré quatre colistiers divers droite (4^e) alors qu'une autre liste DVD incluant Horizons (2^e) s'est maintenue.

Toutes les élections municipales sont marquées par des tractations d'entre-deux tours. Certains esprits parlent de « manœuvres » ou même de « tambouilles » entre listes, entre formations politiques pour conserver ou conquérir une ville. En fait, ces stratégies ont-elles fonctionné ? Chacun se fera son opinion. Rappelons-nous que chaque électeur, par son vote, a toujours le dernier mot. ■

LAURENT TRÉHU.

Que reste-t-il des courants politiques ?

La social-démocratie après le congrès de Tours (1)

Autant la SFIO se remit plutôt aisément de la scission de 1920, autant elle peina à se débarrasser de sa contradiction entre catéchisme révolutionnaire et pratique réformiste. La question de la participation gouvernementale en fut une criante manifestation.

Au sortir du congrès de Tours, les jeux Asemblaient faits : la SFIO apparaissait comme un parti croupion (40 000 adhérents) ; le PC, un colosse naissant (110 000 adhérents). Or cette situation ne dura qu'un temps. La « vieille maison » retrouva vite des couleurs ; elle ne manquait pas d'atouts : forte présence au Parlement, solide implantation municipale, habileté manœuvrière de son chef d'orchestre, un certain Léon Blum. La force repose aussi sur la faiblesse des autres. En la matière, le PC rivalisa d'ingéniosité pour se saborder. Exécutant scrupuleusement les diktats de la III^e Internationale, le parti multiplia les purges. Entre autres conséquences, bien des élus, militants, intellectuels rejoignirent les rangs de la SFIO.

Alors que l'horizon s'éclaircissait pour la formation socialiste, l'approche des législatives de 1924 la confronta à un dilemme. Fallait-il y aller seul comme en 1919, au risque de subir les foudres du scrutin départemental à un tour ? Ou bien le salut résidait-il dans une alliance avec les radicaux et républicains socialistes, tout en sachant que cela contrevenait à l'héritage marxiste dont la SFIO se faisait la dépositaire ? Le congrès de Marseille de janvier 1924 vit le plébiscite de la se-

conde option. Pari doublement gagnant : le cartel des gauches remporta les élections, et la SFIO récolta près de 20 % des voix – tandis que le PC ne franchissait pas la barre des 10 %.

Mais dans la foulée, la question de la participation gouvernementale divisa le parti. L'aile la plus à gauche incarnée par L'Étincelle socialiste de Morin désapprouvait la participation. Et pour cause : elle plaçait pour un rapprochement avec le PC. Le courant d'inspiration guesdiste Bataille socialiste manifestait une hostilité de principe, considérant que cela relevait de la collaboration de classe.

À la droite du parti, l'on était moins rétif : Pierre Renaudel, directeur de l'hebdomadaire *La Vie socialiste*, pensait que tout était affaire de circonstances ; Alexandre Varenne ne cachait guère son enthousiasme au point d'accepter les fonctions de gouverneur d'Indochine – ce qui aboutit à son exclusion en août 1925. Enfin, l'aile centriste, majoritaire, s'avérait farouchement hostile ; Blum appartenait à cette tendance. Ce dernier jugeait inacceptable de participer à un gouvernement qui ne défendait guère les principes du socialisme révolutionnaire. Plus prosaïquement, il était conscient que le ministérialisme aurait pu faire imploser le parti.

La bonne santé électorale de la SFIO et les offres répétées des radicaux firent que la question revenait régulièrement sur la table. En 1933, une partie du groupe parlementaire, favorable à une étroite collaboration avec les radicaux, claqua la porte du parti puis rejoignit les néo-socialistes. La crise se solda par une scission. Cela donna naissance au Parti socialiste de France ; Marcel Déat en prit la tête. La SFIO ne sortit pas indemne de ces querelles. Mais le coup de tonnerre du 6 février 1934 les relégua au second plan. L'avènement du Front populaire n'était plus très loin. ■

LÉON LETELLIER.



▲ Léon Blum prenant la parole lors du 29^e congrès de la SFIO en 1932.

(1) Tentative de réconciliation tout aussi spectaculaire qu'éphémère et peu sincère, à l'initiative de l'abbé Lamourette qui proposa une « embrassade » générale entre députés à l'Assemblée nationale législative, en juillet 1792.



© F. GERLOTTO

Écologie et territoire

Le comte de Paris rencontre les conchyliculteurs du bassin de Thau

Après les agriculteurs cet hiver, Mgr le comte de Paris est parti à la rencontre d'un autre métier fortement lié (et sensible) aux conditions environnementales : la conchyliculture. Nous l'avons accompagné dans ses visites.

La conchyliculture du Languedoc a subi une série de crises dont la plus récente vient de s'achever début mars : les conditions climatiques qui ont sévi dans la région durant l'hiver, et en particulier les pluies torrentielles et prolongées qui se sont accumulées sur l'étang de Thau, ont contraint à fermer la commercialisation des huîtres de fin décembre à fin février. Il était alors important pour le prince de rencontrer la profession pour mesurer ses difficultés et la façon dont elle a réagi. Cette enquête a commencé par des rencontres avec les scientifiques de l'Unité mixte de recherche « MARBEC » (1) de Sète (la plus importante structure scientifique française en écologie marine) pour comprendre les enjeux que présente l'adaptation au changement climatique. Leurs exposés ont fait le point sur l'écologie marine en France et plus particulièrement sur la lagune de Thau, qui représente 10 % de la production ostréicole nationale. Puis M. Patrice Lafont, conchyliculteur et président du Comité régional conchylicole de Méditerranée, a présenté au comte de Paris l'histoire, les atouts et les fragilités de cette filière professionnelle dans la lagune de Thau.

La conchyliculture a la caractéristique presque unique (qu'elle partage avec la sylviculture) d'exploiter un milieu entièrement naturel, sans le perturber ni y apporter aucun intrant (pas d'alimentation artificielle, d'engrais ou de produits phytosanitaires).

Les initiatives de la profession montrent qu'elle s'est prise en main et n'attend pas tout de l'État pour sauvegarder son existence, ce qui est la marque d'une activité bien vivante.

Comme le signale M. Patrice Lafont : « Notre métier est entièrement fondé sur l'environnement » (2). Ce respect des terrains et des cycles en fait un protecteur du milieu, et la preuve en est apportée par le fait que, malgré un doublement de la population autour de ses côtes depuis 40 ans, la qualité de l'eau et de l'environnement de l'étang de Thau n'a jamais été aussi bonne. Cette caractéristique rend en contrepartie la profession très sensible au changement climatique et aux bouleversements météorologiques, qui se répètent maintenant de plus en plus souvent. La *malaigue*, cette pour-

riture de l'eau conséquence des chaleurs intenses, plutôt rare au XX^e siècle, survient maintenant presque tous les ans. Les fortes pluies d'hiver, elles aussi, sont plus fréquentes et aboutissent à des contaminations qui forcent les ostréiculteurs à interrompre leurs activités et voir s'effondrer leurs revenus. Les huîtres étant considérées comme un plat de Noël et de jour de l'an en France, ces quelques jours de fin d'année, période traditionnelle de consommation d'huîtres, représentent jusqu'à 20 % du chiffre d'affaires annuel des producteurs.

La profession se trouve face à des défis autant climatiques que culturels, auxquels elle fait face par son adaptabilité et son inventivité. Elle peut bien sûr demander l'aide de l'État s'il le faut, et un contrat de filière conchylicole État-Région Occitanie a été signé pour développer la filière et renforcer sa résilience ; ou mettre l'État ou la Région devant leurs responsabilités dans la crise de cet hiver, due aux déversements d'eaux urbaines polluées. Mais il s'agit surtout d'une profession de passionnés, on pourrait dire d'écologistes au vrai sens du terme : « Nous avons une vision politique, mais nous ne sommes pas politisés », nous dit Patrice Lafont. Voilà qui résonne fort et clair dans les oreilles d'un écologiste royaliste !

Une profession bien organisée. – Aussi les ostréiculteurs comptent principalement sur eux-mêmes pour s'adapter au changement climatique. Voici quelques exemples d'adaptation, parmi de nombreux autres. Pour répondre au climat, la filière développe de nouveaux produits, comme les

◀ Le port de Bouzigues et Sète à l'horizon. Un espace d'équilibre entre tourisme et ostréiculture.

« huîtres exondées », méthode de culture qui sort l'huître de son milieu quelques heures par jour, pour simuler la marée (inexistante en Méditerranée); elle développe depuis peu ses propres éclosiers; elle utilise les milieux voisins que sont la pleine mer et l'étang de Taux, aux caractéristiques thermiques différentes, permettant aux moules, plus intolérantes que les huîtres, d'éviter les pics de chaleur qui sont de plus en plus fréquents en lagune. Pour favoriser les « circuits courts » tout en incitant les consommateurs à changer leurs habitudes, elle s'associe avec des partenaires (viticoles en particulier) pour proposer de nouvelles façons d'apprécier les huîtres, comme les dégustations « Picpoul - Huître » (3) sur le littoral, qui rencontrent un vif succès. Même si la profession est dans une situation difficile (le nombre d'ostréiculteurs a fortement diminué depuis le début du siècle), ces initiatives montrent qu'elle s'est prise en main pour sauvegarder son existence, ce qui est la marque d'une activité bien vivante. Elles montrent aussi qu'une exploitation du milieu n'implique pas sa destruction. Au contraire, elle permet de l'entretenir.

L'exploitation agricole et la sauvegarde de l'environnement ne sont pas incompatibles quand les moyens utilisés par cette exploitation sont proportionnés et adaptés au milieu. Cette observation se vérifie dans de nombreux domaines. Ainsi l'agroécologie, comme l'a décrite Hélène Tordjman (4), ou la « pêchécologie », variante pour la pêche que Didier Gascuel avait présentée au comte de Paris à Rennes en mai dernier (5); sans parler de son application plus vaste par l'usage des biens communs en Afrique, comme l'a décrit Kako Nubukpo (6). L'ostréiculture nous enseigne que, sans que ce soit facile, l'exploitation raisonnée de l'environnement sans dommage écologique est possible.

Il est aussi un point qu'il faut noter: dans le bassin de Thau, l'espace est judicieusement partagé entre urbanisation, tourisme, industrie, agriculture et conchyliculture. Même si les bouleversements climatiques font que les systèmes d'épuration des sites urbanisés autour de bassins n'arrivent pas toujours à absorber les pics de pollution, en règle générale ce partage de l'espace permet à chaque activité de se développer sans gêner l'autre, faisant de l'étang de Thau l'un des hauts lieux d'activité à la fois économique et touristique du littoral languedocien. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

Électricité

Un hold-up à vingt milliards

Le 13 février, le gouvernement a promulgué le décret de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3) qui organise la politique énergétique de la France pour la période 2026-2035. De nombreux non-dits s'y cachent.

Rappelons tout d'abord une évidence première, volontairement ignorée par une minorité mais jamais contredite: l'électricité ne peut pas être considérée comme une marchandise mais comme un service indispensable accessible à tous. Elle présente par ailleurs des caractéristiques spécifiques: elle n'est quasiment pas stockable, elle est produite soit en continu et pilotable (centrales thermiques, nucléaires et hydrauliques, soit au total 469 TWh), soit en intermittence aléatoire (solaire et éolien pour 98,5 TWh), pour une production totale de 570 TWh et une consommation de 510 TWh pour l'année 2024. Enfin, son mode de production a un impact direct et important sur l'environnement, qui doit être pris en considération, sans oublier la souveraineté énergétique qui est également un élément essentiel. Une telle matière première ne peut donc devenir une marchandise ordinaire avec offre et demande souples aboutissant à un prix de marché variant selon l'une et l'autre. C'est pour cela qu'elle nécessite une organisation centralisée et monopolistique de régulation de la production et des prix pour un service universel et sécurisé, tel que cela a été réalisé depuis la Libération jusqu'au début du XXI^e siècle.

Bruxelles ne supportant pas que cette manne et ces profits échappent au divin « marché » et nos dirigeants actuels (comme les précédents) s'avérant in-

capables de refuser quoi que ce soit à la Commission européenne, cette dernière a obligé, pendant 15 ans, EDF à vendre de l'électricité à des concurrents qui ne produisent rien à un prix inférieur à son coût de production. C'était le dispositif ARENH qui a heureusement pris fin le 31 décembre dernier. Mais le PPE3 qui va prendre la suite est beaucoup plus grave: non seulement on extorque chaque année plus de dix milliards d'euros de marge à l'entreprise en l'empêchant de produire, mais encore on va extorquer, chaque année, au contribuable également une dizaine de milliards d'euros pour subventionner le système solaire/éolien.

En effet, parce qu'il faut maintenir à flot les concurrents d'EDF investis dans le renouvelable, il est obligatoire de garantir des revenus lorsque la production devient nulle (ni vent ni soleil) et de garantir des débouchés lorsque la nature (vent et soleil) autorise la production. Sans cette double garantie, la rentabilité financière du renouvelable est inexistante « naturellement » du fait de son intermittence alors que sa « rentabilité » en termes de décarbonation est flagrante.

Le seul payeur lorsque la production sera nulle sera le contribuable, et le seul payeur, lorsque vent et soleil seront présents, sera celui qui devra s'effacer comme producteur, à savoir EDF, sous la forme d'un renoncement à son chiffre d'affaires pudiquement évoqué par le terme de « modulation du parc nucléaire ». Directement ou indirectement, nous sommes tous des « Nicolas » qui payent les rentes certaines et sans risque des fonds d'investissement dans le renouvelable...

Comme ce PPE3 prévoit d'autoriser les acteurs du renouvelable à ouvrir des capacités supplémentaires de production, cela signifie que les contribuables devront subventionner toujours plus et qu'EDF devra renoncer à davantage de chiffre d'affaires, sans même parler des difficultés et des coûts induits par la sous-exploitation ►



▲ Centrale éolienne et panneaux solaires. La gestion privée des énergies renouvelables va coûter cher à EDF et au contribuable.

(1). Marine biology, exploitation and conservation.

(2). <https://www.francebleu.fr/emissions/l-invite-qui-prend-son-temps/patrice-lafont-president-du-comite-de-la-conchyliculture-de-mediterranee-9270380>

(3). Le Picpoul est un vin blanc régional.

(4). Royaliste n° 1315, 1316.

(5). Royaliste n° 1199, 1215, 1304.

(6). Royaliste n° 1246.

des équipements en termes de maintenance supplémentaire de l'ensemble du parc nucléaire.

L'énergie renouvelable est évidemment indispensable à terme dans la sortie des énergies fossiles. Le problème de fond est d'avoir confié ce renouvelable au privé. Sa gestion par EDF, en complément du nucléaire, sauf bien sûr pour les installations d'intérêt local, est la seule bonne solution pour sortir d'une logique qui ne peut, à terme, que ruiner le contribuable et affaiblir notre avantage comparatif en matière de production électrique. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

► Source : <https://www.lacrisedesannees2010.com/2026/02/le-cout-du-en-meme-temps-dans-la-production-de-l-electricite.html>

Sur le front paysan

Acharnement bruxellois, divisions françaises

Au moment où Bruxelles prépare un Mercosur bis avec l'Australie, le front paysan français se fissure sur fond de divisions idéologiques.

Un mauvais traité peut en cacher un autre. – Après le Mercosur, l'Australie ! Attendue à Canberra le 23 mars, Ursula von der Leyen espère y conclure un nouvel accord commercial qui satisfera tous les marchands de bretelles du Vieux Continent et qui désespérera nos éleveurs bovins et ovins. On croyait l'accord enterré depuis 2023, la question sensible des quotas de viande attribués à l'Australie ayant alors fait capoter la négociation. Mais à Bruxelles, le pire est toujours sûr et on découvre que les discussions se sont poursuivies en catimini.

Du côté du puissant lobby agricole australien, on se frotte les mains. Un accord avec l'Europe lui permettrait de compenser les déboires qu'il enregistre depuis 2020 avec la Chine – son principal client – et plus récemment sur le marché américain sous l'effet de droits de douane imposés par l'administration Trump. On évoque à Canberra le chiffre de 6 milliards d'euros de flux commerciaux supplémentaires et même un quota d'exportation de bœuf qui pourrait atteindre 50 000 tonnes par an, soit 12 fois plus qu'actuellement ! Quitte à lâcher un peu de lest sur l'exportation de certaines ressources minières, comme le lithium, le cobalt ou les terres rares, et à détaxer l'importation des véhicules haut de gamme européens, à la plus grande satisfaction de l'industrie allemande.

La France risque d'être, une fois de

plus, la grande perdante de la partie. Les syndicats agricoles font valoir que les filières ovines et bovines françaises sont en difficulté, du fait de l'explosion des prix de l'énergie, des normes et des ravages causés par les précédents accords de libre-échange. La production de viande ovine couvre désormais moins de la moitié de la consommation du pays et nos exportations de viande bovine sont en baisse. L'interprofession du bétail et des viandes a appelé, jeudi 19 mars, Emmanuel Macron à la plus grande vigilance, mais après le désastre du Mercosur, que pèse la France à Bruxelles ?

La Coordination rurale dans la tourmente.

– Forte de ses 30 % des voix acquises il y a un an au sein des collèges exploitants lors des élections professionnelles aux chambres d'agriculture, la Coordination rurale (CR) pouvait espérer consolider la dynamique lancée il y a deux ans par l'équipe nationale dirigée par Véronique Le Floc'h, une productrice laitière bio du Finistère. C'était sans compter sur la volonté de certaines fédérations de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie de récupérer les clés du syndicat et les importantes subventions de l'État obtenues avec de tels résultats électoraux. Ce fut chose faite en novembre dernier lors d'un congrès national à Auch (Gers). Bertrand Venteau, éleveur de vaches limou-

sines et président de la chambre d'agriculture de la Haute-Vienne, est alors devenu président de la CR.

Visiblement, la transition entre les deux équipes s'est mal passée, au point que Véronique Le Floc'h vient de claquer la porte du comité directeur de la CR, au lendemain d'un Salon de l'agriculture qui a révélé un réel malaise au sein du syndicat. D'autre part, les salariés du siège historique de Gimont (Gers) se sont constitués en collectif pour s'opposer à leur transfert à Agen (Lot-et-Garonne). Un déménagement décidé par la nouvelle équipe qui tente désormais d'éteindre l'incendie.

Une différence de stratégie divise en fait le syndicat. Véronique Le Floc'h souhaitait par-dessus tout imposer la CR dans le débat politique et dans les médias par sa capacité à proposer une alternative crédible à la FNSEA, sans pour autant se résigner à une cogestion des questions agricoles avec les gouvernements successifs. La nouvelle équipe, de son côté, croit avant tout au rapport de force avec l'État, considéré comme le principal responsable de la crise agricole actuelle, en oubliant trop souvent le rôle particulièrement néfaste des institutions européennes dans ce dossier depuis une bonne trentaine d'années. ■

JEAN BONGRAIN.

La Quinzaine en France

■ **Incertitudes.** – La note de conjoncture publiée par la Banque de France début mars se veut plutôt rassurante : elle projette un taux de croissance de 0,2 à 0,3 % en fin de trimestre, porté par une activité soutenue dans les services et les filières technologiques. Il y a cependant un risque d'explosion des prix de l'énergie et du transport lié au conflit au Proche-Orient.

■ **Pyromane.** – S'exprimant à l'occasion de la conférence annuelle d'Euronext, le 18 mars, le ministre de l'Économie Roland Lescure a plaidé pour la création de fonds de pension. Une intervention plutôt mal accueillie alors que le gouvernement cherche à calmer le jeu sur les retraites. Nos « *Mozart de la finance* » feraient mieux de se préoccuper de la masse d'épargne des Français qui s'investit aux États-Unis plutôt que dans nos entreprises.

■ **Désastre annoncé.** – La Coface et l'Observatoire des emplois menacés estiment que l'usage de « *l'intelligence artificielle* » pourrait faire disparaître 5 millions d'emplois en France. Parmi les premières victimes, les « *cols blancs* », notamment dans les métiers de l'informatique, de l'ingénierie et de l'administration, confrontés à l'automatisation des tâches complexes.

■ **Déserts médicaux.** – La région Occitanie, qui s'est lancée en 2022 dans la

création de centres de santé dans lesquels exercent des médecins salariés, vient d'embaucher son centième praticien.

■ **Invasion chinoise.** – La taxe de 2 euros sur les petits colis importés de Chine tourne, comme on pouvait le prévoir, au ridicule : les entrepôts français se vident, les colis arrivent depuis Bruxelles et le port d'Anvers, et bientôt de Pologne où les Chinois font construire d'immenses entrepôts robotisés pour contourner la future taxe européenne imaginée par Bruxelles qui n'aura pas plus d'effets.

■ **Futur porte-avions.** – Dix milliards d'euros d'investissement, 800 entreprises mobilisées, des retombées en matière d'emploi et de recherche : les retombées économiques du futur porte-avions *France libre* sont impressionnantes.

YVONNE CHASSARD.





Chronique internationale

Du Nil à l'Indus

par Yves La Marck.

Trump et Netanyahu marchent sur les traces d'Alexandre le Grand. Le « Grand Moyen-Orient » envisagé par Israël au lendemain des accords de Camp David (1978) par une politique de paix est en voie d'être réalisé par la force. Jusqu'où reculeront les limites de « l'Empire » ?

Tandis que la Russie piétine depuis quatre ans sur le Dniepr, huit jours ont suffi à la coalition israélo-américaine pour écraser l'Iran et le Liban et poser les fondations d'un nouveau Moyen-Orient sous l'hégémonie d'Israël. Fort de la maîtrise du ciel, Israël mesure sa suprématie avec le rayon d'action de ses avions de combat et de ses bombardiers. De Tel Aviv à Téhéran, environ 2 000 kilomètres. L'Iran pouvait se prévaloir de portées équivalentes pour ses missiles balistiques. Il y avait donc jusqu'alors une forme d'équilibre de la dissuasion, indépendamment du fait qu'Israël dispose d'ogives nucléaires et que l'Iran logiquement cherchait à en acquérir. La guerre du 28 février a chamboulé cet état de fait qui remontait aux accords de paix avec l'Égypte en 1978 et la Jordanie en 1994, confortés en 2020 par les accords d'Abraham avec les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan. Le 7 octobre 2023 a cassé cette dynamique et l'élection de Donald Trump, un an plus tard, a enterré le projet pour le remplacer par celui de « la paix par la force ».

Israël, disait la philosophe Simone Weil, c'est Rome. Israël pacifie le Moyen-

Orient à la manière des légions romaines s'aventurant en Syrie et s'appuyant sur des royaumes vassaux comme celui des Nabatéens (l'actuelle Jordanie) sous les Hérodiens. Même Alexandre le Grand qui, lui, atteindra l'Indus, ne s'aventura pas dans le désert de la péninsule arabique.

Nous avons donc en formation, comme avant-hier, une mosaïque de roitelets avec quelques limites géographiques aux marges d'empires voisins mais éloignés.

Turquie, Arabie Saoudite et Pakistan peuvent constituer demain un axe de résistance aux appétits hégémoniques d'Israël.

La stratégie du chaos. – Depuis longtemps, des plans de réorganisation territoriale du Moyen-Orient ont circulé. Sans remonter aux accords Sykes-Picot de 1916, la CIA n'a jamais été chiche en cartographie. La tentation est grande de dissimuler le jeu des intérêts matériels sous des critères religieux ou ethniques. Bainville écrivait déjà en 1920 que Londres n'a pas besoin de la Bible pour protéger le canal de Suez. Outre les sionistes re-

▲ Benjamin Netanyahu et Donald Trump lors de la signature des accords d'Abraham, le 15 septembre 2020, à la Maison Blanche.

ligieux messianiques, les stratégies israéliennes sont férus d'orientalisme selon le terme et la définition donnés par l'universitaire palestinien Edward Saïd. Ils découpent aisément les États voisins par trois : trois Liban, trois Syrie, trois Irak, trois Yémen, trois Soudan, maintenant trois Irans, et même trois Somalies (Israël a reconnu le Somaliland en janvier, seul pour le moment), bientôt trois Pakistans, hier trois Afghanistans. Trois parce que trois, c'est deux contre un. Musulmans contre chrétiens, c'est trop simple. Sunnites, chiïtes, chrétiens d'Orient et d'Occident, la critère est loin d'être pertinent. Kurdes, Arabes et Perses ou Druzes ou Baloutches, et ainsi de suite, le jeu devient plus intéressant et les combinaisons infinies. Le Moyen-Orient deviendrait ainsi un vaste Liban, faute que le Liban ait pu incarner un modèle de paix entre communautés comme il le fut avant qu'Israël (via les Palestiniens) vienne fausser les équilibres. Le rédacteur en chef adjoint du quotidien libanais francophone *L'Orient-Le Jour*, Anthony Samrani, a osé titrer un éditorial sur ce thème : « Et si Israël n'existait pas ? » Il ne semble pas qu'on lui ait reproché de vouloir l'élimination d'Israël. Il regrettait plutôt que le Moyen-Orient n'ait pas fait tout ce qu'il fallait pour intégrer Israël dans ses équations. Le Moyen-Orient, aussi loin qu'il se pense, en paye le prix fort. ►

Israël pense ne pouvoir être à sa place en paix dans la région que si tous les États sont aussi « petits » que lui, en population, en superficie, en production, en légitimité, et que personne n'ait la capacité de domination absolue. La désagrégation de l'Union soviétique ayant produit la balkanisation du Caucase et de l'Asie centrale a permis à Israël de nouer des accords avec la plupart des nouveaux États, et avec l'Azerbaïdjan (pour autant de confession chiite et d'ethnie azérie à cheval sur l'Iran) une quasi-alliance.

L'axe de la résistance. – Où sont donc reportées les limites de « l'Empire » ? À la frontière de la Turquie où l'Euphrate prend sa source, aux rives de l'Arabie saoudite de l'autre côté du Sinaï, et *in fine* au Pakistan, sur l'Indus.

Les trois pays n'ont d'ailleurs pas attendu le 28 février pour se rapprocher : l'Arabie saoudite, du Pakistan, au point que la rumeur avait couru qu'Islamabad en septembre avait proposé à Riyad une « dissuasion avancée » ; la Turquie, de l'Arabie saoudite, mettant un terme à la longue querelle sur l'assassinat, au consulat saoudien d'Istanbul, de l'opposant Jamal Khashoggi et la protection offerte par la Turquie aux Frères musulmans, ennemis jurés de la monarchie. Riyad – et donc MBS, le prince héritier Mohammed ben Salmane – s'affirme ainsi comme la plaque tournante de ce nouvel axe de résistance à l'hégémonie régionale israélienne. En l'occurrence, israélienne plutôt qu'israélo-américaine, car il n'est pas question, pour aucun des trois pays, de se couper de Washington, la Turquie de l'OTAN, le Pakistan du maréchal Munir et de l'Arabie saoudite, cela va sans dire, quelles que soient les circonstances. Tous trois sont de bons musulmans, plutôt rigoristes, quoiqu'avec des nuances politiques, chacun étant prêt à assumer un *leadership* que le gardien des deux saintes mosquées n'a sans doute aucune envie de partager mais qu'il accueille volontiers comme antidote à des califats autoproclamés. Erdogan en successeur virtuel du califat ottoman, Munir en gardien du « pays des purs » disposent des meilleures introductions.

Ils en auront besoin car il leur reviendra de faire la police d'un islam djihadiste que suscitent congénitalement la puissance d'Israël et la destruction de tous pouvoirs forts dans son espace. Le djihadisme, ultime forme de résistance, sortira renforcé ; coupé du nationalisme arabe, il étendra son action partout où s'ouvriront des possibilités, recouvrant à nouveau la surface de la terre.

Dans une telle configuration, les Émirats arabes unis (EAU) dirigés par Mohammed ben Zayed (MBZ) jouent le rôle du traître. Avec le renversement des rôles, ils héritent du rôle de « proxy » d'Israël. Rien d'étonnant puisqu'ils furent les premiers initiateurs des accords d'Abraham.

Si l'on suit leur implication militaire au Yémen, en Libye, au Soudan, en Érythrée et au Somaliland, ils jouent un jeu personnel, à l'abri duquel Israël a tout loisir de se dissimuler pour atteindre ses buts précités de séparatisme et de sécession au sein des États moyens. Dans chaque cas, l'Arabie saoudite a marqué son désaccord. Au Yémen, MBS et MBZ ont évité d'un cheveu d'en venir aux mains (armées). Les EAU ont dû reculer. Au Liban, l'Arabie saoudite est la seule alternative crédible pour sauver l'État beyrouthin. En Syrie, et éventuellement au Kurdistan irakien et iranien, c'est la Turquie qui est l'ultime recours pour les gouvernements de Damas et de Bagdad. Dans les trois cas, Riyad et Ankara se retrouvent en conflit direct avec Israël. Les influenceurs israéliens ont déjà commencé la guerre de com-

munication et les opérations de déstabilisation, ciblant en priorité la Turquie. Ils savent trouver des relais en Europe, mais sans doute pas aux États-Unis. ■

Nota bene. Quand on dit Émirats arabes unis, on parle d'une fédération de sept émirats, création britannique à l'indépendance de ses protectorats en 1971. Depuis la dernière succession émirienne, le pouvoir est passé de Dubaï à Abu Dhabi. Dubaï, qui n'est, comme hier Beyrouth, qu'une place financière, est victime de la guerre, mais c'est Abu Dhabi qui concentre la décision. Dubaï n'a aucun poids politique. L'alignement français, qui date du président Sarkozy, en 2008, engage la France au-delà du nécessaire et de l'utile, c'est l'une des leçons de cette troisième guerre du Golfe.

Allemagne

La première étape d'un marathon électoral

Derrière une apparence de stabilité, les résultats des élections régionales du 8 mars 2026 dans le Bade-Wurtemberg traduisent aussi les inquiétudes de la population.

Le gouvernement du chancelier Merz a entamé dans le land du Bade-Wurtemberg, le 8 mars, un marathon électoral en cinq étapes qui devrait lui permettre, au cours de 2026, de mesurer la popularité de son gouvernement dans un contexte de morosité économique et de crise internationale. Cependant, les raisons locales ne manquaient pas non plus pour inquiéter le chef du gouvernement allemand. Le Bade-Wurtemberg est en effet le pilier de l'industrie automobile. Or celle-ci connaît depuis 2023 différentes vagues de licenciements, faisant monter le taux de chômage à un étiage certes raisonnable (aux alentours de 6 %)

mais inhabituel pour ce territoire qui est un poumon de l'économie allemande. Ce territoire a la particularité d'être le seul land dirigé par les Verts en collaboration avec les chrétiens-démocrates, et ce depuis 2016. Un attelage étrange puisqu'il allie le principal parti de la majorité gouvernementale à un des principaux partis d'opposition. Le fédéralisme allemand permet des majorités alternatives à différents échelons et offre un calendrier électoral très morcelé.

La majorité régionale sort vainqueur de ces élections. Bien qu'affaiblis au niveau fédéral, les Verts obtiennent 30,2 % des suffrages exprimés et 56 sièges, et sortent vainqueurs de ce scrutin malgré un léger recul en voix et en sièges. Ils devancent légèrement la CDU arrivée deuxième avec 29,69 % des voix et 56 sièges, une progression de plus de 5 points et un gain de 14 sièges. Certes, les sondages se montraient plus favorables, mais dans le contexte actuel, c'est un succès non négligeable. Mais le grand gagnant est l'AfD : le parti d'extrême droite renforce son implantation dans l'ouest du pays avec 18,8 % et 35 sièges, une progression de 9 points et de 18 sièges.



▲ Cem Özdemir, chef de file des Verts au Bade-Wurtemberg. Son parti garde le land de justesse.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : RAIMOND SPEKING

Il devient le premier parti d'opposition au sein du Landtag. Les socialistes, quant à eux, s'effondrent avec 5,55 % des voix et 10 sièges, 5,5 points et 9 sièges de moins qu'en 2021. Les sociaux-démocrates ne sont certes pas dans un de leurs bastions, mais ils payent la montée du chômage dans le land et l'alliance avec la CDU au niveau fédéral. Quant à la gauche radicale incarnée par Die Linke et l'Alliance Sahra Wagenknecht, elle ne parvient pas à obtenir un siège. L'abstention progresse de près de 6 points même si le taux de participation avoisine les 70 % (69,56). Le Parti libéral-démocrate (FDP), presque un enfant du pays, disparaît du paysage politique régional, première étape d'une agonie possible.

Les Verts sont donc parvenus à amortir le choc du départ du charismatique ministre-président du land Winfried Kretschmann, au pouvoir avec les chrétiens-démocrates depuis 2016. Cem Özdemir, ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement Scholz de 2021 à 2025, va assurer sa succession. Une hirondelle ne fait cependant pas le printemps et les contorsions partisans (à droite au régional, à gauche au fédéral) peuvent à terme leur jouer des tours. Les chrétiens-démocrates peuvent espérer récupérer la mise dans 5 ans, à moins que la crise économique ne s'aggrave. La gauche est un lit de décombres. Les socialistes payent leur troisième coalition avec les chrétiens-démocrates. L'Alliance pour l'Allemagne, premier parti d'opposition, attend son heure. L'inquiétude qui gagne le Bade-Wurtemberg pourrait demain se traduire plus encore dans les urnes à l'échelle du land et même bien au-delà. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

La route de Katmandou

Soixante ans ont passé depuis la génération hippie. En septembre dernier, la génération Z a fait la révolution, renversé le pouvoir en place, et le 5 mars a donné une majorité absolue à un ancien rappeur qui s'était déjà fait élire en 2022 maire de Katmandou à 32 ans, Balendra Shah, dit Balen. Il en aura 36 en avril et vient d'être nommé Premier ministre.

Dans une circonstance parallèle, au Bangladesh voisin, la génération Z n'a pas su transformer l'essai. Les élections du 12 février avaient ramené au pouvoir un parti traditionnel et un héritier sans que les jeunes aient réussi à s'organiser politiquement. Au Népal 40 % des nouveaux élus ont moins de quarante ans dans un pays où l'âge moyen est de vingt-six ans. Les dirigeants des trois partis classiques, dont un communiste, un maoïste et un progressiste (le Congrès, comme en Inde) sont septuagénaires. Ils ont mordu la poussière. Un homme a su cris-



▲ Balendra Shah, ingénieur civil et ancien rappeur, 35 ans, est connu sous le nom d'artiste « Balen ».

talliser le mouvement autour de sa personnalité charismatique. Il s'était fait connaître à ses vingt ans comme rappeur, vedette du *Nep-hop*, le hip-hop népalais. Il en a gardé le style, vêtu de noir, avec des lunettes noires rectangulaires. Il a aussi conservé la rhétorique de son registre musical : la lutte contre la pauvreté et la corruption, et la défense de l'identité nationale.

Il appartient à la petite minorité bouddhiste (8 % de la population) et en son sein au minuscule sous-groupe Newar, le plus ancien du pays, à distinguer du bouddhisme tibétain. Il vient des plaines du sud (d'ethnie Madheshi) alors que la version tibétaine est au nord, sur les sommets de l'Himalaya. *Tintin au Tibet* était en réalité Tintin au Népal ! Balen, étudiant à l'université à Bangalore (Inde), avait été attiré par le « *néo-bouddhisme* » qui permet, dans la pensée de l'un des grands inspirateurs de la Constitution de l'Inde, le docteur Ambedkar, de dépasser la division en castes et de libérer les intouchables, sans avoir à passer par l'islam ni par le christianisme. Le bouddhisme est la première religion autochtone, la plus facile à combiner avec l'hindouisme. Le Bouddha étant né au Népal, la transposition à l'ensemble du pays à 80 % hindouiste, avec 60 ethnies et castes, est particulièrement ambiguë. Dans l'esprit de Balen, c'est le cœur de l'identité souveraine du Népal grâce à laquelle il doit être possible de se distinguer des deux grands voisins qui se disputent le toit du monde.

Un parallèle peut être trouvé avec la K-pop coréenne, mélange de valeurs traditionnelles et de marchandisation à travers les industries culturelles. En Corée, c'est le groupe qui domine. Au Népal, l'auditoire qui retrouvait des mélodies autochtones ancestrales dans un montage électronique sophistiqué était plus restreint. Le gagnant est le DJ. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Afghanistan.** – Les affrontements se poursuivent entre l'Afghanistan et le Pakistan. Le gouvernement affirme qu'une structure hospitalière de la capitale Kaboul a été touchée, le 16 mars, par une frappe pakistanaise. Parmi les 3 000 patients de ce centre pour toxicomanes, 400 pourraient avoir été tués et 250 blessés. Islamabad reconnaît avoir mené des frappes mais affirme que ses avions ont visé uniquement des infrastructures militaires.

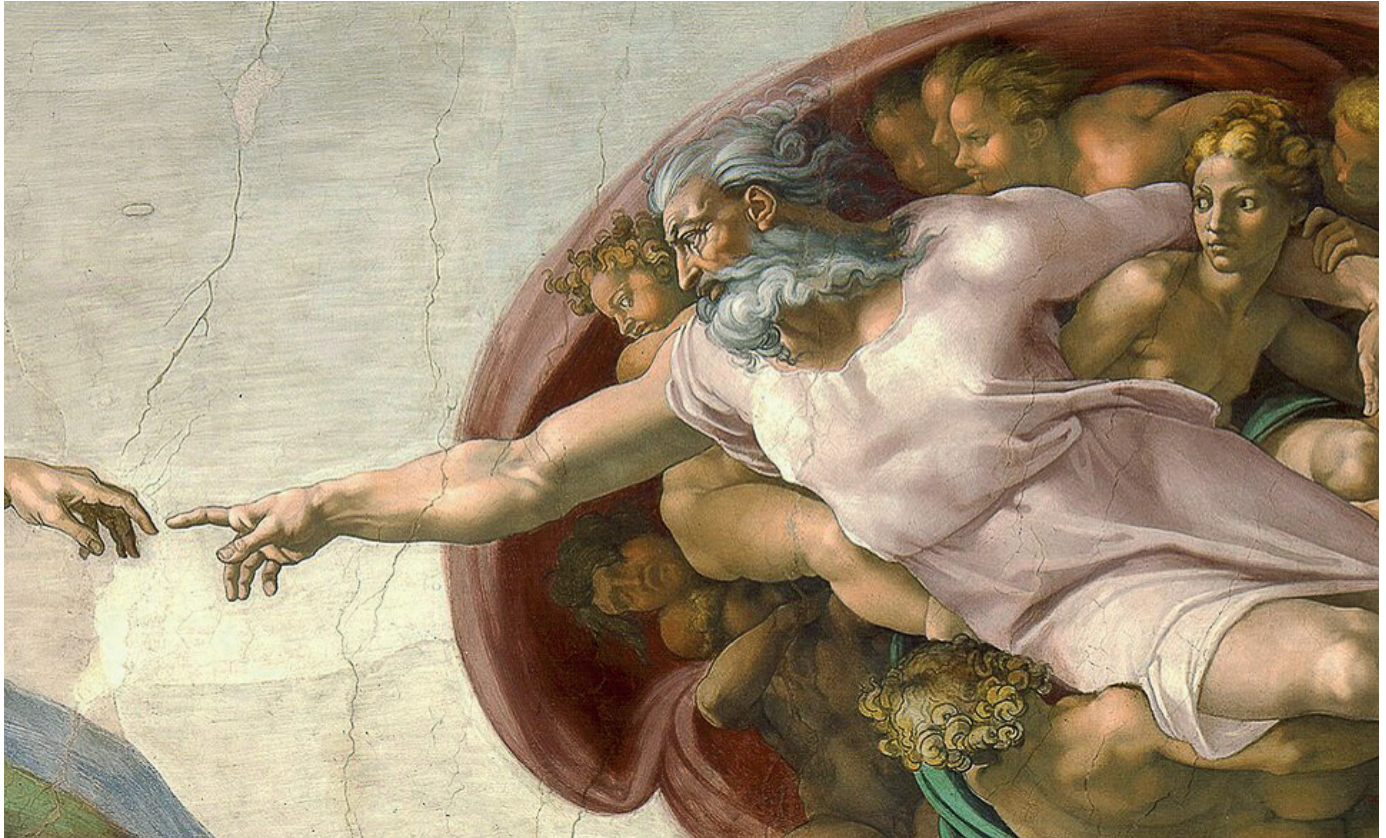
■ **Belgique.** – La justice belge vient d'autoriser les poursuites pénales contre l'ancien diplomate et ex-commissaire européen Étienne Davignon, 93 ans, soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat du Premier ministre congolais Patrice Lumumba en 1961. Dernier survivant parmi les fonctionnaires à l'origine de la capture et de l'élimination de Lumumba, Davignon pourrait répondre de « *traitements humiliants et dégradants* » et de « *détention illicite* ».

■ **États-Unis.** – Le directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, par ailleurs conseiller de Donald Trump, a publiquement annoncé sa démission le 17 mars 2026, en lien direct avec l'opération militaire américano-israélienne en Iran. Kent a dénoncé à cette occasion une attaque menée « *sous la pression d'Israël et de son puissant lobby américain* » contre un pays qui, selon lui, « *ne représentait aucune menace imminente* » pour l'Amérique.

■ **Sénégal.** – Douche froide pour les Lions de la Teranga et pour tout un peuple ! Vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) le 18 janvier, la sélection nationale du Sénégal a été disqualifiée, le 17 mars, par la commission d'appel de la Confédération africaine de football. Le Maroc, pays organisateur, récupère titre et coupe sur tapis vert. Soupçonné d'une opération de corruption, le gouvernement sénégalais demande une enquête internationale.

CASIMIR MAZET.





Théologie politique

Dieu ou « Dieu » après la sortie de la religion ?

par Bertrand Renouvin.

Bernard Bourdin poursuit de livre en livre l'édification d'une œuvre centrée sur la théologie du politique. Sa réflexion critique sur les sources, les héritages et les ressources du christianisme est indispensable aux croyants et aux incroyants confrontés aux impasses de la modernité.

Si Dieu est mort comme le proclamait Nietzsche avant que Marcel Gauchet n'annonce la sortie de la structuration religieuse, est-il possible de bien vivre dans une société réalisant sa pleine autonomie ? Le profond malaise démocratique montre que tel n'est pas le cas. L'effondrement de ce qu'on appelait l'illusion religieuse est un problème majeur, non une solution. D'où le repli identitaire sur les « valeurs » d'autrefois. Cette attitude paraît logique en politique comme dans les affaires religieuses, mais elle conduit à une impasse pour une simple raison : le passé qu'on veut restaurer est méconnu et largement recomposé.

C'est très beau d'exalter les « racines chrétiennes » de la France, mais on ne nous dit pas si ces « racines » demeurent identiques au lendemain du schisme entre les Églises d'Orient et d'Occident ni comment elles poussent après les guerres civiles de Religion, pour s'en tenir à ces deux événements. Dans un ouvrage magistral publié voici dix ans, Bernard Bourdin avait expliqué que la tradition chrétienne a toujours été un composé instable, produisant de multiples crises. Et s'il est tout à fait vrai

que l'Europe est chrétienne, il faut prendre en considération le conflit des philosophies et des théologies qui rythme son histoire jusqu'à la première moitié du XX^e siècle.

Ce que nous appelons « tradition chrétienne » n'est pas un ensemble immuable mais un composé instable

À cette première déstabilisation des certitudes s'ajoute une seconde, encore plus impressionnante, qui est au cœur du nouveau livre de Bernard Bourdin : le « Dieu » invoqué par le christianisme occidental est un concept très humain qu'il faut mettre entre guillemets car il s'agit là du point central et transcendant qui fait tenir debout et qui articule le dogme religieux, les prescriptions morales, le pouvoir politique et les lois de la cité. Ce « Dieu » n'est pas le « Dieu-nomination biblique » qu'évoque la révélation prophétique, mais un « Dieu-explication métaphysique » formulé avec le matériel philosophique dont disposent les théologiens catholiques : c'est le « Dieu » selon Platon et surtout

Aristote qui a, comme concept, ses avantages et ses inconvénients. Contre les dieux de la mythologie, le « Dieu-explication métaphysique » vient habiter le monde rationnel qu'il fonde par son Acte pur, mais il devient du même coup le prisonnier des catégories rationnelles – alors qu'il devrait être l'au-delà du monde qu'il a créé.

La source thomiste n'est plus une ressource. – L'admirable architecture thomiste, que Jacques Maritain comparait à celle de Notre-Dame de Paris, repose sur une lecture d'Aristote qui permet d'établir une analogie entre la loi éternelle, la loi naturelle et la loi humaine, et de faire valoir une conception normative du Bien commun (1). Il faut cependant souligner que l'Aquinat n'établit pas un système de contraintes : l'homme est libre dans sa manière d'écrire les lois, et le Bien commun, qui procède d'une disposition naturelle au Bien, est une visée, non un ensemble de prescriptions, c'est une finalité qui donne sens à l'œuvre politique. Quant à celle-ci, Thomas d'Aquin établit une analogie entre le gouvernement divin et celui des hommes : à l'imitation du Seigneur Dieu, il faut un monarque pour gouverner les hommes, qu'il soit roi ou souverain pontife. Entre les fins surnaturelles et les finalités humaines, il s'établit une hiérarchie qui soumet le pouvoir temporel au pouvoir spirituel et le « Dieu-nomination » de la Bible

◀ **La Création d'Adam** par Michel-Ange, fresque de la Chapelle Sixtine (vers 1511).

au « *Dieu-explication métaphysique* ».

J'insiste sur Thomas d'Aquin (1225-1274) qui est la principale référence doctrinale de l'Eglise. Or, selon Bernard Bourdin, cette source inépuisable ne peut plus être une ressource pour les citoyens des démocraties libérales car le « *Dieu-explication métaphysique* » a été disqualifié. Le dispositif hiérarchique que beaucoup de fidèles tiennent pour intangible a été mis en cause dès le XIV^e siècle par Guillaume d'Ockham (1285-1347) qui propose une nouvelle conception de « Dieu ». Ce théologien est nominaliste : il ne connaît que des singularités par lesquelles s'opère l'accès à l'universel. Cela signifie, pour prendre l'exemple qu'il donne, qu'il n'y a pas d'ordre franciscain, mais des franciscains. Les catégories aristotéliennes (le genre, l'espèce...) ne sont plus considérées comme des réalités du monde créé, mais comme des dénominations issues de la raison humaine. Il n'est donc plus possible de penser l'analogie entre la loi éternelle, la loi naturelle et la loi humaine. Affranchi de la métaphysique, le « Dieu » de Guillaume d'Ockham est conçu comme une puissance d'ordonnement du monde : la loi humaine est l'œuvre de Dieu, ou l'œuvre de la raison humaine avec la permission de Dieu. La puissance divine autorise la souveraineté politique mais le royaume de Dieu n'est pas de ce monde. Comme il n'est plus possible d'envisager une analogie entre le gouvernement divin et le gouvernement des hommes, Guillaume d'Ockham récusé le pouvoir de la papauté dans l'ordre temporel comme dans le spirituel et soutient l'empereur Louis IV de Bavière (1282-1347) dans son conflit avec Jean XXII.

Cette dispute théologico-philosophique peut paraître abstraite, mais elle permet de comprendre le monde moderne car Guillaume d'Ockham dévalue la théologie, qui n'est plus pensée comme science, invente la subjectivité, et justifie l'autonomie du Politique qui peut s'affirmer comme l'effet d'une volonté humaine. Viennent ensuite les Réformes protestantes, longuement analysées par Bernard Bourdin, qui affirment le caractère d'abord individuel de la foi et le statut d'abord invisible de l'Eglise. La conscience personnelle peut dès lors s'exprimer et l'autonomie du pouvoir politique se trouve apparemment confortée mais implicitement fragilisée. Privé de son fondement théologico-philosophique, l'État séculier trouve sa justification dans le Nouveau Testament – ce qui le réinstalle dans la perspective religieuse des fins dernières et l'expose à sa propre subversion.

Très diversement interprété, saint Augustin inspire Luther à certains égards et conforte, dans la fidélité à saint Paul, le lien entre la foi religieuse et la loyauté envers les autorités politiques, qu'elles soient ou non chrétiennes. Ce retour à la théologie augus-

D.R.



Philosophe et historien, **Bernard Bourdin** (o. p.) est professeur de philosophie et d'histoire des idées à l'Institut catholique de Paris. Il a récemment publié : *Le Chrétien peut-il aussi être citoyen ?* (Le Cerf, 2023) ; avec Patrice Gueniffey et Catherine Maire, *Le Gallicanisme : une singularité française ?* (Le Cerf, 2023).

tinienne du politique, qui ne doit pas être confondue avec les tendances théocratiques de certains augustiniens catholiques, favorise de nouvelles conceptions du Politique. Apparaissent les théories du Contrat qui réorganisent les rapports entre Dieu, la nature, l'homme et la condition politique. La République de Hobbes est chrétienne au sens où le Souverain énonce un *credo* minimum qui garantit l'ordre public, puis John Locke et Jean-Jacques Rousseau inventent une religion civile – la théologie étant congédiée dans tous les cas. Au XX^e siècle, les religions totalitaires marquent un retour du refoulé théologique avant que nous entrions dans la « *société des individus* », qui est celle de la sortie de la religion.

Débat avec Marcel Gauchet. – La fin plus ou moins rapide de la structuration religieuse des sociétés européennes est un constat anthropologique, qui ouvre sur un problème anthropologique majeur. Lecteur puis élève de Marcel Gauchet, Bernard Bourdin ne conteste pas la pertinence du constat mais pointe ses limites : l'auteur du *Désenchantement du monde* ne se demande pas si Dieu, dans ses multiples conceptions, est lui-même désenchanté. Or la question de « Dieu » n'est pas plus réglée que la relation à celui que nous nommons Dieu. Nous avons de bonnes raisons de dire que « Dieu » est mort dans l'esprit des hommes indifférents – nous l'avons tous tué, dit Nietzsche – mais nous voyons de nombreux citoyens réclamer un « Dieu » ou se réclamer d'un « Dieu » qui serait à nouveau garant, par ses normes et prescriptions, de notre existence collective et individuelle. La fameuse quête du sens fait réapparaître le « *Dieu-explication métaphysique* », qui peut combler des attentes individuelles

sans offrir le moindre recours à la crise de la démocratie.

Dans le monde désenchanté de la société autonome, qui n'a plus de fondement ni de référence hors d'elle-même, le pouvoir politique se trouve placé dans une situation paradoxale : il procède de la société et il doit devenir extérieur à celle-ci, autre que celle-ci, pour assurer sa fonction médiatrice. Ce paradoxe est d'ailleurs vécu par le candidat, qui s'affiche « *sur le terrain* » et s'affirme « *proche des gens* » par ses goûts et son comportement alors que son élection va créer une nécessaire distance. Une organisation politique ne peut échapper à ce paradoxe : elle ne peut pas désigner une altérité, une transcendance, une autorité de surplomb car elle réduirait cette altérité à sa propre mesure. Mais elle doit prendre en considération la dialectique de la société hétéronome dont elle est issue et accueillir les philosophies et les théologies qui explorent les impasses de l'autonomie et tentent d'y échapper.

Bernard Bourdin reproche à Marcel Gauchet de ne pas tenir compte des multiples conceptions de « Dieu » et du Dieu qui demeure après la sortie de la religion. Nous attendons la réponse de l'interpellé sur sa propre philosophie et sur la théologie du politique que présente Bernard Bourdin. Pour ce fils de saint Dominique, qui célèbre chaque année la saint Thomas d'Aquin, il faut renoncer à conceptualiser « Dieu » comme le grand architecte d'une société verticale, prescripteur de notre morale et de nos lois. Au-delà des théologies politiques, la théologie du Politique offre la possibilité d'une élévation vers le Dieu incommensurable de la Bible, qui est à envisager sous l'angle de la dé-coïncidence (2). Si Dieu ne coïncide plus avec un Ordre moral, avec un Ordre social chrétien ou un humanitarisme, les citoyens peuvent vivre d'autant plus librement leur histoire que le « *Dieu-nomination* » permet d'échapper à l'utilitarisme économique, à l'enfermement individualiste et aux illusions technologiques.

La perspective tracée par Bernard Bourdin est révolutionnaire en un sens précis : elle déconstruit le « Dieu » métaphysique sans nous couvrir de sources chrétiennes et juives, mais en y discernant des ressources pour notre temps. Ce travail suppose que les citoyens-chrétiens et leurs institutions aillent délibérément s'établir sur les marges de la société pour mieux l'interpeller dans son ensemble. Penser le recentrage par le décentrement, telle est la difficulté. ■

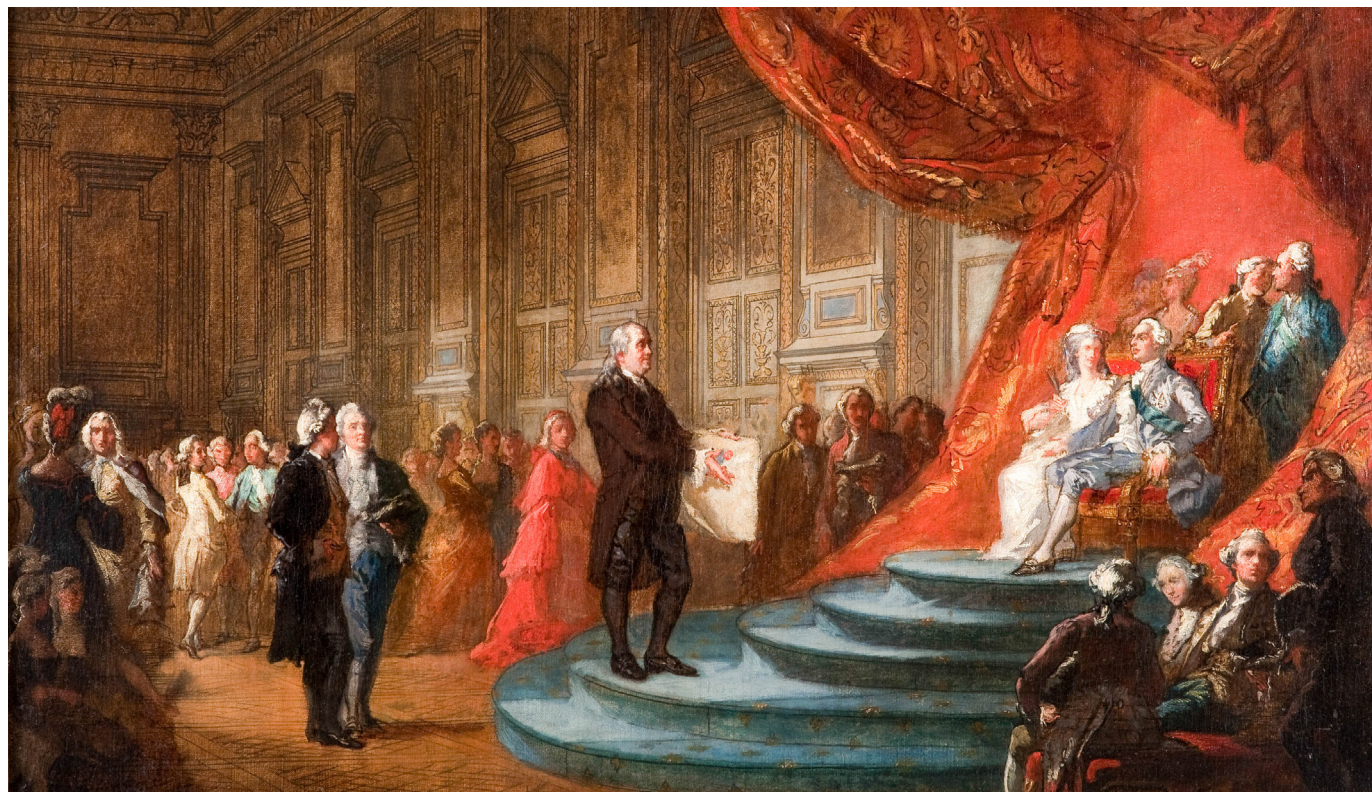
(1). Sous la direction de Bernard Bourdin, Bénédicte Renaud-Boulesteix, Emilie Tardivel, *Bien commun, Quelle efficacité politique et économique de la prescription morale ?* Hermann, 2025.

(2). Cf. sous la direction de Bernard Bourdin, *Dieu et la dé-coïncidence*, Le Cerf, décembre 2024.

► Bernard Bourdin, *Le Christianisme et la question du théologico-politique*, Le Cerf, 2016.

► Bernard Bourdin, *Dieu est-il désenchanté ? Ressources philosophiques et théologico-politiques venant d'Europe*, Le Cerf, janvier 2026.

SOURCE: AMERICAN PHILOSOPHICAL SOCIETY / TOILE: GEORGE PETER ALEXANDER HEALY



Commémoration

L'histoire française de l'indépendance américaine

par Dominique Decherf.

4 juillet 2026: les États-Unis fêteront le 250^e anniversaire de leur indépendance. Onze ans plus tard, ils devraient célébrer le même anniversaire pour leur constitution. Cette période où ils passent de treize colonies, avec chacune sa propre constitution, à une fédération avec une seule constitution, introduit un changement de perspective et témoigne du malentendu qui pèse sur les relations franco-américaines.

Côté français, l'histoire est celle d'une guerre de revanche. Le traité de Versailles de 1763 devait effacer l'humiliation du traité de Paris de 1763. Côté américain, c'est une « révolution » qui dépasse le simple fait de l'indépendance. Deux ouvrages remarquables paraissent avec le soutien du ministère des Armées et des Anciens combattants, chacun illustrant un point de vue: *Une revanche française*, d'Henri Ortholan, se concentre sur la période 1763-1783, incluant le réarmement qui commence sous Choiseul; *Des Américains en France*, d'Émilie Mitran, couvre la période 1776-1792, privilégiant la diplomatie. Manque le point de vue anglais, moins documenté, controversé sur le plan intérieur, qui d'ailleurs ignore souvent la part française.

La France a-t-elle gagné ou perdu? Ces débats ont occupé le Conseil du roi pendant plusieurs mois début 1776. Le ministre des Finances, qui n'est autre que Turgot, est opposé à toute intervention tant que les finances publiques ne sont pas rétablies. Le

ministre des Affaires étrangères, Vergennes, présente les « *considérations au roi* » qu'il sait que Louis XVI souhaite. Turgot est démis le 12 mai. À cette date, personne ne sait que les *insurgés* vont proclamer leur indépendance. La déclaration du 4 juillet ne sera connue à Paris que mi-août. Quand Vergennes reçoit, le 15 juillet, le représentant des *insurgés*, Silas Deane, personnage secondaire dont le rôle mérite réhabilitation, aucun des deux ne le sait. C'est une fois les dés jetés, que Vergennes acceptera de recevoir Benjamin Franklin le 28 décembre.

250 ans après 1776: l'Amérique « pragmatique », la France « universaliste », un malentendu qui persiste.

Les choses, si ralenties par les délais de communication, s'accroissent d'un coup. Dès le 6 février 1778, un traité d'amitié, de commerce et d'alliance est signé avec les treize colonies. Le 20 mars, Vergennes conduit Franklin et Deane (ainsi qu'un fourbe, Lee) chez le roi, invite les délégués à dîner chez

lui, puis les mène à la reine Marie-Antoinette. Franklin devient le premier ambassadeur américain en France (au nom du Congrès). Il y restera jusqu'en 1785 pour être remplacé par le brillant Thomas Jefferson jusqu'en septembre 1789. Louis XVI envoie à Washington le premier ambassadeur de France, Conrad-Alexandre Gérard, premier adjoint de Vergennes, anobli pour l'occasion comte de Rayneval. Celui-ci voyage avec l'escadre de l'amiral d'Estaing, inaugurant ainsi la guerre navale, avant l'envoi du corps expéditionnaire de Rochambeau en juillet 1780.

Un peu plus d'un an plus tard, l'armée anglaise capitule à Yorktown, ce qui ouvre des négociations entre Londres et les insurgés où la France se laisse un peu prendre de court. Le traité de Versailles lavera certes l'humiliation de 1763 mais ne rendra à la France ni le Canada ni l'Inde. Dunkerque et Saint-Pierre-et-Miquelon lui reviennent. C'est peu. Les Empires européens, Prusse, Russie, Autriche, auront profité de l'absence de la France (et de l'Angleterre) en Europe pour se partager la Pologne et commencer à grignoter l'Empire ottoman. Londres, en dépit de la perte de ses colonies, se refait une santé bien plus rapidement que Paris. Elle conserve l'Empire des Indes pour 150 ans, elle restructure sa dette alors que l'absence de réformes fiscales paralyse la monarchie française.

Louis XVI et la monarchie française, dans ses dimensions à la fois militaires et diplomatiques, sont au sommet de la gloire. Si le roi était mort comme Vergennes le 13 février 1787, il aurait été célébré dans l'Histoire comme l'un des plus grands rois de France. Turgot avait-il donc eu raison contre lui et Vergennes?

◀ Benjamin Franklin reçu par Louis XVI, le 20 mars 1778 au château de Versailles, un mois après la signature des traités d'alliance.

Turgot, mort en mars 1781, n'aura pas connu la fin de l'histoire. En 1778, il avait néanmoins écrit à un correspondant anglais une lettre que celui-ci rendit publique en 1785 lorsque le débat en Angleterre avait changé de sens. Londres avait rapidement fait le deuil de ses colonies parce que le négociateur américain avait su lui faciliter la transition en signant, avant le traité politique, un accord de commerce. Les apparences étaient sauves.

L'Américain n'était autre que le futur président John Adams, qui ne s'entendit ni avec Franklin ni avec Jefferson, et, devenu ambassadeur à la Cour de Saint James, inaugura de fait l'ère des « relations spéciales » transatlantiques. Les Français seront laissés-pour-compte pour une autre raison : la Révolution française n'a rien à voir avec la Révolution américaine. Pourtant, les débats constitutionnels seront contemporains de chaque côté de l'Atlantique. Les Américains avaient commencé plus tôt (1787 est la date retenue) mais le processus de ratification et d'amendements allait se poursuivre jusqu'à la fin de 1791, date à laquelle était inaugurée en France, après de longs débats, la première monarchie constitutionnelle.

L'ironie veut que si la constitution de 1787 précède celle de 1791, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen d'août 1789 est antérieure au *bill of rights* des dix premiers amendements qui n'ont été ajoutés qu'en septembre 1789, avec les réserves d'usage qui tiennent aux délais de communication. Henri Ortholan y voit l'origine du malentendu, le hiatus entre le pragmatisme américain et l'universalisme français.

L'opposition de Turgot ne s'expliquait pas seulement par la préoccupation d'une dette non solvable en raison de la constitution du royaume, mais aussi par un désaccord politique. Il entrevoyait que l'indépendance américaine résultait d'un mouvement révolutionnaire qui lui était propre et qui l'éloignerait de la France monarchique tout autant que de la France révolutionnaire.

Émilie Mitran est la biographe de Gouverneur Morris, homme d'affaires new-yorkais, qui vécut à Paris entre 1789 et 1798 et a laissé un volumineux journal. De 1790 à 1792, il exerça les fonctions d'ambassadeur en France, le premier au nom du président George Washington élu en 1789. Il présenta ses lettres de créance au roi Louis XVI le 3 juin 1790 et n'eut de cesse de le défendre et même de l'aider à s'évader lorsqu'il devint le prisonnier de la Convention au Temple. ■

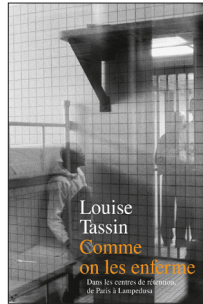
► Henri Ortholan, *Une Revanche française. De la guerre de Sept Ans à la guerre d'Amérique. 1763-1783*, B. Giovanangeli Éditeur, 2026.

► Émilie Mitran, *Des Américains en France. 1776-1792*, Nouveau Monde Éditions, 2026.

Immigration

Immersion dans les centres de rétention

Comme on les enferme. Dans les centres de rétention, de Paris à Lampedusa, par Louise Tassin. *La Découverte*, collection *L'envers des faits*, 2026.



Ce sont des lieux largement méconnus des Français. On en parle peu et on peut passer à côté sans soupçonner leur présence. Et pourtant ils jouent un rôle décisif dans la prise en charge des migrants en France. Ce sont les centres de rétention administrative (CRA) pour les étrangers qui font l'objet d'une décision administrative d'éloignement, dans l'attente de leur expulsion. Et pour lever le voile opaque qui entoure ces centres, une sociologue, Louise Tassin, a réussi à obtenir les autorisations d'accès à ces lieux d'enfermement et nous offre une enquête décisive et édifiante à l'intérieur de ces sites. Les détails de cette étude ethnographique rare sont restitués dans son livre.

Il en existe officiellement vingt-cinq en France. Dans le centre de rétention administrative de Molnay, en région parisienne, on croise Aïcha, Nora, Idir, Ismaël, Rim, mais contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont pas des « retenus », terme employé pour désigner les migrants enfermés, mais les salariés des deux principales sociétés privées, filiales d'Engie, de Vinci... qui se partagent le marché des prestations multiservices à l'intérieur du centre. Et comme l'indique l'auteure, « la présence de ces salariés externalisés

au cœur du CRA illustre un phénomène peu documenté : la délégation croissante du contrôle migratoire à des acteurs non étatiques ».

Le comble est que la plupart sont passés par la case migratoire, sans-papiers, employés clandestins dans les secteurs de la restauration, du service à la personne ou de la construction. Et la première surprise de cette enquête réside bien dans ce paradoxe : des prérogatives régaliennes, sécurité intérieure et contrôle des frontières, sont sous-traitées à des entreprises commerciales. La police est en effet peu présente dans ces centres. Quelques fonctionnaires mal notés au concours assurent des tâches de surveillance, mais l'essentiel est accompli par ces prestataires de service proches des retenus.

Ce sont tous ces témoignages qui sont retranscrits dans le livre. Des témoignages du quotidien des personnels privés, des cadres administratifs, des policiers. Des récits des liens qui se créent avec les retenus. Des violences inévitables dans ces lieux surchargés de femmes et d'hommes désœuvrés. Louise Tassin a même assisté à une tentative de suicide évitée de justesse par une salariée. Des propos racistes aussi sont cités par l'auteure, des propos tenus par des policiers : « Je vais te niquer ta mère, sale bâtard de sans-papiers. » Et un autre sur le ton de la confidence : « Tu veux que je te dise, moi je pense qu'il faudrait tous les tuer » !!!

Enfin, les derniers chapitres sont consacrés à deux autres centres aux portes de l'Europe : Lampedusa et Lesbos. Et s'il y a des similitudes sur l'improvisation des accueils, notamment en termes de visibilité et de présence des autorités, en Grèce, ce sont des acteurs associatifs et militants qui encadrent les migrants et, en Italie, c'est plutôt le secteur de l'économie sociale et solidaire qui s'en occupe. Mais à chaque fois, ce sont des travailleurs précaires et souvent issus de l'immigration qui sont en première ligne face à la détresse des migrants. ■

D. J. HELLER.



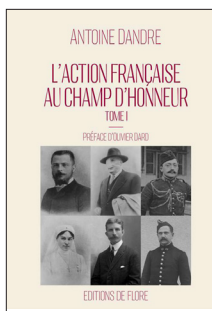
▲ Près de 2 200 places dans 29 CRA, en France (métropole et outre-mer). Ici, près de Rennes.

PHOTO: NAR

Tombeaux

Des héros bien français

L'Action française au champ d'honneur, par Antoine Dandre. Préface d'Olivier Dard. 2 volumes, Éditions de Flore, 2026.



À chaque nouveau siècle, comme un rituel, nos dirigeants sacrifient des milliers (millions) de Français pour leur gloire. Le XIX^e est né dans l'hécatombe des guerres napoléoniennes et le XX^e dans l'horreur des tranchées de la

Grande Guerre. Pour l'instant, le nouveau siècle semble échapper à cet usage. Espérons qu'il va rompre avec cette funeste tradition car les guerres d'aujourd'hui ne mangent pas seulement les militaires mais sont bien plus tueuses des simples familles.

Antoine Dandre, historien-archiviste-généalogiste, s'est penché sur un aspect un peu oublié des poils de la Grande Guerre, ceux de l'Action française. Pas seulement ceux qui y ont donné leur vie mais aussi ceux qui s'en sont sortis entiers ou en morceaux. Même si l'on n'aime pas les théories maurrassiennes, on ne peut oublier que la grande majorité des jeunes monarchistes du début du siècle ont fait cause commune avec le reste de la population républicaine pour sauver la patrie. Il ne s'agit pas ici d'un livre sur leurs raisons politiques, mais d'une rencontre avec les plus humbles qui faisaient espoir du retour du roi et qui ont fait leur devoir pour sauver la France.

Le professeur Olivier Dard, qui préface judicieusement le travail de Dandre, rappelle que le quotidien, tout au long des quatre années du conflit, a ouvert une rubrique « L'AF au champ d'honneur » – tenue par Maurice Pujos puis par Jules Challamel – qui a mentionné « 5 707 noms parmi lesquels près de la moitié (48 %) sont effectivement morts lors du conflit tandis que 51 % ont été cités, décorés, ou encore blessés, pour certains gravement ».

Dans les deux volumes de cette œuvre de mémoire, Dandre nous fait le portrait de 350 jeunes royalistes, hommes et femmes confondus, qui ont participé aux combats. Malgré les légendes, ils ne sont pas tous issus des grandes familles (mêmes si celles-ci ne sont pas oubliées). C'est la France populaire, la France travailleuse, la France des humbles et des sans-grades, comme le reste de la population, qui monte au front. Ils sont fils et filles de journalistes, d'agriculteurs, de couturières, de menuisiers, de notaires, de mineurs, de plombiers, de maçons, de banquiers, etc. Pour la plupart militants, Camelots du roi, membres

de la ligue d'AF, animateurs des sections du mouvement, mais aussi des anonymes (comme ça, ils le sont un peu moins), des jeunes femmes au service du roi. Par là on découvre le monarchisme de ce début du siècle, avant sa dérive vers l'extrême droite des années 30, mais déjà contaminé par certaines idées. Et pourtant on y croise des protestants (Roger Abelous), des Juifs (Pierre David), des Algériens (Marcel Ben Aména). Il faut lire les notules, on y découvre l'impact du royalisme dans la France profonde. On y remarque aussi quelques-uns qui oseront, vingt ans plus tard, s'engager à nouveau dans l'action clandestine (Henri Mansuy, Joseph Passeron, Romain Darchy). Saluons ce très beau travail de mémoire qui réinscrit nos anciens dans la longue suite des héros français. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

Défense

Une question que nous ne pouvons éluder

Notre déni de guerre, par Stéphane Audouin-Rouzeau, Le Seuil, 2026.

Stéphane Audouin-Rouzeau, professeur à l'École des hautes études en sciences sociales, analyse, dans ce court essai (moins de cinquante pages), notre aveuglement collectif face à la guerre qui nous menace. Un déni qui frappe classiquement les démocraties.



La métaphore de la guerre, de l'Union sacrée, a été invoquée à tout propos, qu'il s'agisse du Covid ou des attentats. Jusqu'à ce que l'irruption d'un réel conflit de haute intensité en Europe même ne vienne chasser cette métaphore. Les citoyens de l'Europe occidentale, « gorgés de paix » ou plutôt d'une certitude de paix définitive, avaient cru tuer définitivement la guerre avec la menace soviétique. Un vieux rêve hérité de Kant et de sa « paix perpétuelle » ainsi que des congrès pacifistes, exacerbé par les horreurs de la Grande Guerre après laquelle on n'osait imaginer qu'un autre massacre fût possible... Ce que nous avons retrouvé, hélas, c'est l'illusion démocratique selon laquelle refuser de désigner l'ennemi nous mettrait à l'abri, alors que c'est l'ennemi qui nous désigne. Illusion récurrente des démocraties selon laquelle nous n'entrerions en guerre

que si nous le voulons et quand nous le voulons, et que nous avons payée cher en 1939. Non, la volonté populaire a le pouvoir de décider comment affronter la réalité, non d'abolir celle-ci.

Tous les signes étaient présents avant l'invasion russe de 2022, les services de renseignement avaient tous les mêmes données, mais les milieux politiques et médiatiques affirmèrent que jamais Poutine n'attaquerait parce que c'était irrationnel. Peut-être, à cette époque, une fraction des armes que nous avons fournies ensuite, voire même un contingent de troupes limité, auraient-ils été une dissuasion efficace ? La guerre était en effet irrationnelle de notre point de vue, mais l'adversaire était déjà dans une logique de guerre. Le « doux commerce » n'a pas retenu la Russie. Nos prévisions autoréalisatrices se sont révélées fausses, de l'impossibilité d'une agression à l'espoir de victoire rapide d'une Ukraine à laquelle nous n'en avons pas donné les moyens.

Autre aspect de notre déni de guerre, le déni d'atrocités, le refus de voir la politique de terreur délibérément menée par l'armée russe, alors que les précédents afghan et tchéchène nous étaient parfaitement connus.

L'auteur va plus loin en évoquant un « déni de défaite » qui nous ferait refuser d'admettre que l'Ukraine pourrait être en passe de perdre la guerre, une défaite qui serait aussi la nôtre, une catastrophe dont nous ne voudrions pas voir les conséquences pour notre propre avenir et notre sécurité.

Stéphane Audouin-Rouzeau propose plusieurs explications à ce déni. Nous avons perdu l'expérience personnelle, du moins pour les hommes, du fait militaire avec la fin du service national armé. Nous avons voulu croire à un « court vingtième siècle » commençant tard avec la Grande Guerre et s'achevant tôt avec la chute de l'empire soviétique. La violence extrême de ce court siècle n'aurait ainsi été qu'une parenthèse dans un processus long de pacification qui verrait l'humanité sortir de la guerre et de la violence. Pourtant, nous avons enseigné la guerre aux étudiants et aux élèves, mais en évitant de dire que ce passé pouvait redevenir un présent.

La chute de l'URSS a eu un point commun avec celle de l'Allemagne de 1918 : les vaincus ont pu croire qu'ils n'avaient pas été battus mais trahis. L'URSS a imploré sans combats et sans hécatombe, même si la guerre froide avait vu des conflits sanglants. C'est avec un « long vingtième siècle » que nous avons renoué. « Plus globalement, conclut l'auteur, il reste à nous convaincre nous-mêmes de l'importance nouvelle de la guerre. Nous tromper sur notre propre société, c'est d'une certaine manière nous tromper nous-mêmes. Et de cela, nous n'en avons pas le droit. » ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

DR



Par Gérard Leclerc

Habermas, l'optimisme de la Raison

Le décès de Jürgen Habermas, à l'âge de 96 ans, est l'occasion de revenir sur une pensée dont le rayonnement dépasse largement son appartenance nationale. L'intéressé n'était-il pas le premier à vouloir surpasser sa nationalité d'origine, en faveur d'une Europe politique qui portait tous ses espoirs ? C'est, d'évidence, la tragédie dans laquelle le nazisme avait plongé l'Allemagne qui est à l'origine de ce choix. Lorsqu'on a été embrigadé à dix ans dans les Jeunesses hitlériennes et vécu l'effondrement d'un régime au bilan criminel écrasant, on ne peut que remettre tout à plat, pour envisager un avenir possible. Celui-ci était forcément lié à la démocratie, en tant qu'elle présuppose la protection de la liberté.

L'apport propre du philosophe va consister à envisager la question politique sous l'aspect de l'échange des positions en fonction d'une « éthique de la discussion ». C'est pourquoi il plaidera en faveur d'une morale « déontologique, cognitive, formaliste et universaliste ». Chacun de ces qualificatifs réclamerait de longs développements explicatifs. Mais on peut se contenter provisoirement d'envisager le champ intellectuel où cette pensée se déploie. C'est celui de la rationalité moderne, celle des Lumières telle qu'Emmanuel Kant a pu l'inaugurer. Cela suppose une confiance envers la Raison, en dehors des fondements anciens de la métaphysique et de la révélation religieuse.

Autant dire que la pensée de Habermas se veut rigoureuse et qu'elle s'exprime dans de longs essais théoriques accessibles aux plus avertis des lecteurs. Pour ma modeste part, je redécouvre que je n'ai pas été indifférent à certains aspects de cet éloge argumenté de la communication. En effet, celle-ci suppose une confiance qu'on peut dire totale à la puissance et à la pertinence de notre intelligence. Sans ce que Karl-Otto Apel désignait comme « *a priori de la communauté de communication* », il est vain de vouloir échanger pour formuler des accords ou pour le moins des bons désaccords, c'est-à-dire de sujets sur lesquels on est clairement en opposition. À l'encontre de cet *a priori* se dressent les objections de ceux qu'on appelle les postmodernes, souvent adeptes de la déconstruction. C'est un Jean-François Lyotard qui s'opposait à cet unanimité rationnel au nom de « *l'hétérogénéité des jeux de langage* ». De ce point de vue, Habermas demeure résolument moderne dans la tradition dix-huitiémiste.

Si l'on récuse l'aspect universaliste de la communication, on est restreint à une sorte de régionalisme séparant les individus enfermés dans leurs particularismes. De ce point de vue je me rangerai du côté de Habermas, participant d'un certain optimisme de la Raison, non sans formuler quelques restrictions. Ce qui m'incline du côté de la nécessité de la communication est son aspect éthique lié irréductiblement à la rationalité. Mais cette dernière s'exprime dans la diversité des idiomes, qui lui confère certaines couleurs à partir d'enracinements bienvenus. C'est pourquoi la réflexion d'un Lucien Sfez nous avait retenus il y a une quarantaine d'années, lorsqu'il mettait en question une communication née des progrès de la technologie, suppléant au passé historique des anciennes nations : « *Pour assurer leur cohésion, les sociétés à mémoire se servent de l'histoire ; les sociétés sans mémoire, de la communication.* » On se heurte à la problématique adéquation de la rationalité littéraire et de la rationalité technique, celle qui enserme dans ses réseaux l'ensemble des relations, aussi bien celles de l'économie que celles de la politique.

Il me semble aussi que la critique de Lucien Sfez rejoint tout le travail entrepris par Régis Debray dans le domaine de la médiologie. Lorsque les communicateurs se substituent aux professeurs de la République des Lumières, tout l'appareil social se dérègle. Là où il s'agissait d'instruire, il s'agit de séduire. On peut considérer que la pensée de Habermas échappe à ces objections dans la mesure où elle les transcende, en maintenant une discipline intellectuelle supé-

rieure aux conditionnements de nos réseaux sociaux, et plus encore en sauvegardant la possibilité d'une expression libre de l'intelligence. Il n'empêche que, dans la réalité, un trop grand optimisme se trouve démenti et qu'il est encore plus contredit aujourd'hui par les menaces que l'intelligence artificielle fait peser sur l'ensemble de la planète.

Mais il est un autre aspect qui fait difficulté chez Habermas : c'est ce qu'il appelle « *patriotisme constitutionnel* ». Évidemment traumatisé par l'expérience nazie, le philosophe ne trouve de remède à l'affrontement des nations que dans leur dépassement, ce qui suppose un certain abandon des particularités historiques et surtout la substitution d'un régime constitutionnel aux passions patriotiques. Ou pour dire les choses autrement : « *Ce patriotisme constitutionnel serait fondé sur l'adhésion aux principes universalistes sous-tendant l'État de droit, par opposition au sentiment particulariste d'appartenance à la nation comme entité historique concrète.* »

Voilà qui paraît relever d'une vraie sagesse mais se heurte aussi à une solide culture historique et aux embûches de la réalité. Tout d'abord, cette prévention à l'égard du patriotisme ne se réfère pas seulement au passé nazi, elle concerne les fondements antérieurs du nationalisme allemand, indissolublement germanique, c'est-à-dire fondé sur une particularité ethnique. Celle qui a été théorisée par un auteur comme Fichte. Le patriotisme n'est pas forcément opposé à l'universel, il peut reconnaître des principes supérieurs qui président à l'organisation d'un pays et aux relations entre les peuples.

Par ailleurs, l'Europe conçue dans cette perspective constitutionnelle souffre de son manque d'ancrage historique concret et se trouve en face d'enjeux qui l'obligent à endosser le patrimoine des nations auxquelles il est censé se substituer. Sinon elle est promise à une forme technocratique qui n'entraîne ni attachement ni dévouement. Enfin, qu'on le veuille ou non, la réalité subsistante des nations historiques ne cesse de se faire sentir, ne serait-ce qu'à cause de la diversité des intérêts et de l'attachement des populations à leurs traditions et à leur fierté, surtout de la part des plus humbles. Le mot de Jaurès sur la patrie qui est le seul bien des prolétaires n'a pas perdu sa saveur.

Reste un autre aspect, qui est apparu dans la dernière partie de la vie de Habermas : une autre appréhension du religieux, jusqu'ici absent de ses références. Ce fut le cas notamment avec l'émergence des questions de bioéthique qui pouvaient solliciter l'éclairage des textes bibliques à forte teneur anthropologique. Cependant, cette évolution trouvera une sorte de consécration avec le débat que le philosophe engagera avec le cardinal Joseph Ratzinger en janvier 2004 à Munich, dans le cadre de l'Académie catholique de Bavière. Les deux hommes sont de la même génération et leur renommée mondiale donnera à cet échange un écho international. Le sujet, « *les fondements moraux prépolitiques d'un État libéral* », est familier au philosophe, mais il était pour le moins inattendu qu'il puisse se retrouver très proche d'un théologien qui sera élu évêque de Rome, l'année suivante.

L'ouverture de Habermas au religieux est avérée, pourvu que ses interprètes fassent accéder son expression « *à un langage public accessible à tous* ». Le théologien admet, de son côté, l'importance de la Raison, qui peut même intervenir à l'encontre de certaines pathologies religieuses. Cependant, ajoute-t-il : « *Il existe une hubris de la Raison qui n'est pas moins dangereuse et qui est même, à cause de son efficacité potentielle, plus menaçante encore.* » L'accord final entre les deux hommes constituait une heureuse contribution pour esquisser une autre configuration de la culture européenne. ■

► De l'œuvre considérable de Habermas on peut retenir *De l'éthique de la discussion*, Le Cerf, 1992. Le dialogue entre Habermas et le cardinal Ratzinger a été publié en 2010 aux éditions Salvator : *La dialectique de la sécularisation*.



SOURCE : RMN-GRAND PALAIS MUSÉE D'ORSAY PHOTO : HERVE LEWANDOWSKI

Chronique des expositions

Paul Huet et le romantisme

par Alain Solari.

Après un an et demi de travaux le musée de la Vie romantique à Paris rouvre ses portes avec une exposition consacrée au peintre Paul Huet.

Le musée de la Vie romantique occupe la demeure et les ateliers du peintre Ary Scheffer (1795-1858). En juillet 1830, l'artiste s'installe dans le quartier à la mode de la Nouvelle Athènes. Ce nom est donné à un lotissement du quartier Saint-Georges. Il fait référence à la culture antiquisante des architectes qui y ont construit, entre 1820 et 1860, des bâtiments de style néoclassique. Comme de nombreux artistes, Scheffer loue une maison, en face de laquelle il fait construire deux ateliers, l'un pour travailler, l'autre à l'usage de salon. Dans ce dernier, il reçoit le Tout-Paris intellectuel et artistique : Liszt, Chopin, George Sand, Théodore Rousseau, Paul Huet, Eugène Delacroix... L'État acquiert la demeure en 1956. En 1981, la Ville de Paris y installe une annexe du musée Carnavalet, dénommée « Musée Renan-Scheffer ». En 1987, le lieu est repensé pour accueillir des expositions temporaires et devenir l'année suivante le « musée de la Vie romantique ». Depuis septembre 2024, le musée a fait l'objet d'une restauration. À l'intérieur, la scénographie restitue l'ambiance d'une demeure d'artiste du

XIX^e siècle, dans le respect du décor conçu par Jacques Garcia dans les années 1980. Le parcours met évidemment à l'honneur le peintre Ary Scheffer. Une salle est consacrée à George Sand, proche du maître des lieux. À l'étage, des liens sont tissés entre peinture, littérature et musique, autour de quatre thèmes du romantisme : la nature et le paysage, le sentiment, la littérature et le fantastique.

Les effets météorologiques, qui nourrissent l'expression romantique, correspondent à la sensibilité de Huet.

Pour sa réouverture, le musée expose le peintre Paul Huet (1803-1869). Méconnu du grand public, Huet est pourtant considéré comme l'un des précurseurs du paysage romantique en France. Souvent qualifié de « pré-impressionniste », il a influencé des peintres paysagistes comme Camille Corot. *Face au ciel*, Paul Huet en son temps présente des paysages dont le fil rouge est la représentation du ciel. Sur les cimaises du musée ses paysages sont confrontés

à ceux de ses contemporains : Paul Flandrin, Eugène Delacroix, Théodore Rousseau, Georges Michel, Eugène Isabey, Charles-François Daubigny, Léon Bonnat ou Eugène Boudin...

Paul Huet est né à Paris, dans une famille d'origine rouennaise de drapiers normands ruinés par la Révolution et l'Empire. En 1816, il devient l'élève de Jean Julien Deltit, dans son atelier de l'île Seguin qu'il fréquente pendant dix ans, entre les villages de Boulogne et de Sèvres. Ancien élève de David, Deltit lui prodigue ses premiers conseils et l'accompagne pour peindre la nature et les ciels des environs de Paris. Huet tente parallèlement une formation plus académique auprès de deux autres élèves de David, Pierre-Narcisse Guérin et Antoine-Jean Gros. À l'École des beaux-arts, l'enseignement traditionnel le rebute assez vite. Huet rejoint l'Académie suisse, un atelier plus libre fréquenté par de jeunes artistes. Il y rencontre Eugène Delacroix. Les deux hommes resteront proches. Huet fait la connaissance du peintre anglais Richard Parkes Bonington qui lui fait découvrir Constable. Il sera reproché à Huet d'être un imitateur de l'école anglaise. Le graveur Samuel William Reynolds, graveur du peintre Joshua Reynolds, vient le voir et l'encourage.

La peinture de paysage gagne ses lettres de noblesse. – Dès ses débuts, Huet choisit de se consacrer à la peinture de paysages. Le regard, porté par son époque sur un thème jusqu'ici considéré comme mineur,

◀ **Le Gouffre**, huile sur toile (1861) de Paul Huet, un des précurseurs du paysage romantique en France.

commence à évoluer. Déjà, à la fin du XVIII^e siècle, sous l'impulsion du peintre Pierre-Henri de Valenciennes (1750-1819), la pratique du paysage attire l'attention d'un nombre croissant d'artistes. En 1816, l'Académie des beaux-arts crée le prix de Rome de paysage historique, organisé tous les quatre ans. Il faut y intégrer un sujet historique ou mythologique. Trop rigide, le prix est finalement supprimé en 1863. Plusieurs éléments font évoluer la peinture de paysage. Les artistes découvrent la peinture anglaise, bien avant sa présentation au Salon de 1824 : Constable, Turner, Bonington. Les peintres travaillent maintenant sur le motif, face au paysage. Ils prennent en compte les observations scientifiques sur la lumière et les phénomènes atmosphériques. Ils utilisent des couleurs plus claires avec, sur la toile, des touches plus spontanées.

Paul Huet se fait difficilement admettre dans les expositions officielles, faute d'un prix de Rome. Il tente sa chance en 1827 avec sept peintures dont une seule est acceptée. Beaucoup de journalistes préfèrent défendre des peintres plus respectueux de la tradition. Mais, à partir de 1831, Théophile Gautier lui consacre des articles élogieux. Paul Huet a participé aux journées de 1830. Il est républicain. Cela n'empêchera pas la duchesse de Berry de découvrir son travail et de l'apprécier. À la galerie Gauguin, elle achète *Une Chaumière*, une eau-forte. Le prince Ferdinand-Philippe d'Orléans, fils du roi Louis-Philippe, le soutient et achète ses tableaux à partir de 1834. Et Alexandre Dumas s'amuse que, par son entremise, son ami soit nommé, en 1837, professeur de dessin de la duchesse d'Orléans. Peu à peu, au Salon les paysages français gagnent en importance. Les effets météorologiques, qui nourrissent l'expression romantique, correspondent à la sensibilité de Huet. Les voyages du peintre en Auvergne, dans les Pyrénées, dans le comté de Nice et en Italie, influencent son travail.

Dans les années 1840, le jury du Salon se montre plus favorable à l'artiste. Grâce au soutien de Delacroix, il obtient une médaille de première classe à l'Exposition universelle de 1855, la même année que Camille Corot. La critique reconnaît dans le peintre qui utilise le paysage pour exprimer ses émotions l'un des derniers représentants majeurs du romantisme. Au milieu des années 1860, l'enseignement académique et le Salon affrontent de vives critiques. De jeunes artistes s'affranchissent des règles en vigueur. La modernité de Paul Huet, ses couleurs, le paysage qui se suffit à lui-même, son travail en plein air, ouvrent la voie à l'impressionnisme. ■

► **Face au ciel**, Paul Huet en son temps. Musée de la Vie romantique, Hôtel Scheffer-Renan, 16, rue Chaptal, 75009 Paris. Jusqu'au 30 août 2026.

Tournoi des Six Nations

« Sorry, good game ! »

Contre l'Angleterre, au Stade de France, à l'issue d'un match d'anthologie et d'un suspense haletant, le XV de France a remporté le traditionnel *crunch* et un deuxième tournoi consécutif après celui de 2025.

À terme du troisième match (qui en compte cinq pour chaque équipe) de ce Tournoi 2026, nos Bleus caracolaient en tête avec trois victoires bonifiées, notamment contre le Trèfle irlandais, toujours redoutable. En apparence, la route du Grand Chelem (Cinq victoires en cinq matches) semblait dégagée. Le XV du Chardon écossais s'est chargé (50-40) de nous rappeler que peu de Grands Chelems ont été gagnés en 120 ans dans l'histoire de ce Tournoi des Cinq puis Six Nations : quarante-deux, dont trente et un depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Angleterre l'a gagné à treize reprises, suivie par le pays de Galles avec douze victoires, la France dix, l'Irlande quatre et l'Écosse trois. Cela souligne combien ce trophée officiel est difficile à conquérir et ne tolère pas le moindre relâchement à chaque étape du parcours, ce que les Français avaient oublié le 7 mars à Glasgow.

Il ne restait donc comme « consolation » qu'à battre l'Angleterre pour remporter un deuxième Tournoi consécutif, ce qui n'était pas arrivé depuis 2006-2007. Et ils l'ont fait (48-46) en rendant hommage à l'une des fi-

gures emblématiques de Sa Majesté, Alfred Hitchcock, par un suspense étouffant.

La presse britannique ne s'y est pas trompée : elle s'extasie sur le fabuleux spectacle offert lors de ce match en saluant autant la résurrection du XV de la Rose que la victoire des Bleus dans le Tournoi : « *Le plus grand Tournoi des Six Nations, de mémoire récente, s'est conclu par le Super Samedi qu'il méritait : une journée enivrante qui confirme qu'il n'y a rien dans le sport qui égale cette compétition annuelle* », résumait le *Sunday Times*, estimant également qu'« il y a rarement eu une plus belle édition de "le Crunch" ». The Telegraph explique que « rien ne peut rivaliser avec la magnificence sportive du Tournoi des Six Nations ». Pour le journal anglais, le Crunch a été l'ultime expression d'une compétition absolument hors norme : « *La rivalité anglo-française s'est rarement fait ressentir de manière aussi enivrante : le génie gaulois et la fureur anglaise se sont débridés et combinés pour offrir sans doute le match international le plus follement spectaculaire que l'hémisphère nord ait jamais connu.* »

Matt Dawson, ancien demi de mêlée international anglais, tire son chapeau aux adversaires du soir, pour la BBC : « *La France est une championne méritante. Elle a fait preuve d'un grand caractère. C'est dans les moments de pression que les équipes spéciales font la différence.* » Voilà qui efface le fameux « Sorry, good game » (« Désolé, bon match ») très souvent prononcé au coup de sifflet final dans les années quatre-vingt-dix par l'ancien capitaine anglais Will Carling pour « féliciter », avec un mélange d'arrogance, de condescendance et d'ironie, ses adversaires français vaincus. ■

LOUIS DAUVALIE.



Théâtre

À notre place

La littérature scandinave regorge d'auteurs dramatiques, et le Norvégien Arne Lygre, qui signe la pièce *À notre place*, est le digne héritier du grand Henrik Ibsen.

Et c'est naturellement Stéphane Braunschweig qui en signe la mise en scène. Spécialiste des grands textes, de Molière à Racine et d'Ibsen à Tchekhov, l'ancien directeur du théâtre national de Strasbourg et, à Paris, de la Colline et de l'Odéon, a en effet déjà traduit et mis en scène cinq œuvres d'Arne Lygre.

Cette année, il adapte *À notre place*, un huis clos entre trois femmes qui se lient d'amitié et qui se racontent, avec leur fragilité, leurs doutes, leurs failles. Elles sont tour à tour complices et concurrentes autour de la merveilleuse Clotilde Mollet, grandiose dans le rôle d'Astrid, et jouent successivement les rôles d'un frère très proche, d'un père placé en maison de retraite, d'un fils séparé. Le décor et la lumière sont aussi froids que les actrices sont chaleureuses. Une pièce en deux actes et un décor qui change, tout en restant identique et glacial, à l'inverse des rapports entre les personnages qui s'échauffent.

Les textes de l'auteur norvégien sont toujours très profonds. Il scrute les relations entre les personnages dans leur intimité et les restitue aussi fidèlement que possible en allant chercher ce qui les ronge de l'intérieur, ce qu'il est difficile de se dire. Une histoire d'absences, de manques, de vie et de disparition. Comme le dit le metteur en scène, « *Tout le théâtre de Lygre est traversé par un sentiment très contemporain de précarité existentielle... Arne fait partie de ces grands auteurs capables, par la force de son écriture concise et acérée, de*

cerner les contradictions de ses contemporains ». Hélas, l'absence d'une mise en scène efficace laisse le spectateur sur le bord du chemin et le texte de Lygre n'a pas la mise en valeur qu'il mérite. On a vite l'impression d'écouter *À la recherche du temps perdu* en plus long ! Et le jeu inégal des actrices ne nous aide pas à capter la subtilité de l'écriture. Dommage. ■

D. J. HELLER.

► *À notre place*, pièce d'Arne Lygre, mise en scène par Stéphane Braunschweig.

Une œuvre

Le génie de Matisse

Antoine Compagnon transcrit dans ce petit livre la belle série d'émissions qu'il a récemment consacrées à Henri Matisse sur France Inter. Comme il le dit d'emblée, son évocation se veut toute personnelle, partielle, celle d'un amateur qui dresse, touche par touche, le portrait de son « *Matisse idéal* ».

C'est évidemment l'occasion de confronter le peintre aux écrivains et aux penseurs qui l'ont influencé ou qu'il a fréquentés – Baudelaire, Apollinaire, Proust ou Bergson. Mais c'est surtout aux variations de l'œuvre du peintre que s'attache Compagnon : la rupture avec la peinture réaliste puis avec l'impressionnisme, la recherche de formes nouvelles et d'un autre alphabet des couleurs, puis la lente maturation vers un art pur « *décanté jusqu'à l'essentiel* ». On retiendra enfin le parallèle avec Cézanne, dont Matisse admirait « *la discipline, la détermination et la persévérance* ». Des qualités qu'il a choisi de faire siennes. ■

PAUL GILBERT.

► Antoine Compagnon, *Un Hiver avec Matisse*, Éditions des Équateurs (février 2026).

Les Expositions

■ **Paris, Musée d'Orsay.** – *Lumière du Nord* présente une sélection de dessins scandinaves et néerlandais issus des collections du musée, mettant en avant la richesse artistique de l'Europe du Nord. Paysages symbolistes et scènes domestiques révèlent la diversité du dessin nord-européen du XIX^e siècle. Jusqu'au 10 mai 2026.

■ **Évian, Palais Lumière.** – Mesurer l'impact de la peinture de Ferdinand Hodler (1853-1918) sur l'art suisse, tel est l'objectif de l'exposition *Modernité suisse, l'héritage de Hodler*. Plus de 140 œuvres de 55 artistes constituent un panorama de la peinture suisse au tournant du XX^e siècle. Jusqu'au 17 mai 2026.

■ **Villeneuve-d'Ascq, LaM.** – Pour sa réouverture, le LaM présente une grande rétrospective coorganisée avec le Centre Pompidou et consacrée à *Kandinsky face aux images*. Le parcours de l'exposition invite à redécouvrir l'importance des images dans l'œuvre de l'un des fondateurs de l'abstraction. Jusqu'au 14 juin 2026.

■ **Louvre Lens.** – Avec près de 300 chefs-d'œuvre, l'exposition *Par-delà les Mille et Une Nuits, Histoires des orientalismes* invite à un voyage à travers le temps, explore le destin des objets et interroge la manière dont se construisent, se transforment et se transmettent les récits. Du 25 mars au 20 juillet 2026.

■ **Paris, Petit Palais.** – Aussi célèbre en Hongrie qu'il est méconnu en France, Károly Ferenczy (1862-1917) est une figure majeure en Europe centrale. Son œuvre l'impose comme l'un des grands peintres au tournant des XIX^e et XX^e siècles. Avec près de 140 œuvres, Károly Ferenczy, *Modernité hongroise* met en évidence l'émergence d'une école artistique proprement moderne en Hongrie. L'exposition a été conçue en collaboration avec le musée des Beaux-Arts de Budapest et la Galerie nationale hongroise. Du 14 avril au 6 septembre 2026.

■ **Paris, Musée Marmottan Monet.** – Le musée présente la première exposition monographique parisienne consacrée à Giovanni Segantini (1858-1899). Une soixantaine d'œuvres retracent l'itinéraire d'un artiste qui fit des paysages alpins le cœur d'une quête à la fois esthétique et spirituelle, de la Lombardie à la vallée suisse de l'Engadine. Du 29 avril au 16 août 2026.

ALAIN SOLARI.

SOURCE : TNH PHOTO: SIMON GOSSELIN



▲ *À notre place* sera jouée du 18 mars au 17 avril, au théâtre de la Colline à Paris (20°).



▲ André Pertuzio et Alain Griotteray. Avec leurs camarades royalistes, ils furent à l'origine de la manifestation du 11 novembre à l'Arc de triomphe.

◀ Plaque commémorative inaugurée le 11 novembre 1954 par René Coty, au n° 156 avenue des Champs-Élysées, à l'angle avec la place de l'Étoile.

Des royalistes contre les nazis (86)

Paris, le 11 novembre 1940

par François-Marin Fleutot.

Dans une France assommée par une défaite massive, l'esprit de Résistance a été vite réveillé chez quelques lycéens et étudiants.

Dans le Paris occupé, le Paris réorganisé par l'Allemagne, les Parisiens subissent de plein fouet l'ordre nazi. Le gouvernement de l'État français n'a quasiment aucun pouvoir. Depuis vingt-deux ans, le 11 novembre est devenu fête nationale. Mais, pour cette pauvre France de 1940, quelle incongruité que de fêter l'anniversaire de la victoire de 1918 alors que depuis cent cinquante-deux jours l'Allemand est dans ses murs ! Cette simple cérémonie, émue dans une période de paix, prend une tout autre signification lorsque l'ennemi occupe la France.

À l'approche du 11 novembre, les journaux collabos *Le Petit Parisien*, *L'Œuvre*, *Le Matin*, *Paris-Soir* annoncent : « Les administrations publiques et les entreprises privées travailleront normalement le 11 novembre à Paris et dans les départements de la Seine. Les cérémonies commémoratives n'auront pas lieu. Aucune démonstration publique ne sera tolérée. »

Les jours précédents, l'agitation grimpe. « Il est impossible de savoir où l'idée a pu naître, écrit Alain Gandy. Elle s'étale vite, aussi bien chez les littéraires que chez les scientifiques mais indéniablement, c'est la *Corpo de droit*, mobilisée, qui en est le moteur le plus actif. » Des tracts sont diffusés dès le début novembre dans les lycées

et les facultés : « *Étudiant de France ! Le 11 novembre est resté pour toi jour de fête nationale, et malgré l'ordre des autorités opprimantes, il sera jour de recueillement. Tu n'assisteras à aucun cours. Tu iras honorer le Soldat inconnu, à 17h30. Le 11 novembre 1918 fut le jour d'une grande victoire, le 11 novembre 1940 sera le signal d'une plus grande encore. Tous les étudiants sont solidaires pour que Vive la France. Recopie ces lignes et diffuse-les.* » (tract manuscrit retrouvé par Jean Michaux).

Agacée par l'ampleur de la manifestation étudiante, La presse collaborationniste dénoncera le lendemain du 11 novembre une initiative des « Camelots du roi ».

Malgré toutes les affirmations d'après-guerre, l'initiative de la manifestation revient d'abord à la spontanéité des étudiants et lycéens qui ont diffusé le seul tract connu et à la *Corpo de droit*, fondée en 1934. André Pertuzio (1921 †2019), son président, et Jean Ebstein-Langevin (1921 †1998), son vice-président (jeune Strasbourgeois, il militait avant-guerre à l'Alliance royaliste d'Alsace), sont tout deux d'Action française. Parmi les nom-

breux lycéens de Buffon, Janson de Sailly, Saint-Louis, Henri IV, Condorcet, Pasteur, etc., présents ce jour-là, beaucoup s'en revendiquent.

Très tôt ce matin du 11 novembre, une camionnette Citroën B2 dépose André Weil-Curiel (1910 †1988) et Léon-Maurice Nordmann (1908, fusillé au Mont-Valérien en 1942), des émissaires de Londres, qui posent une gerbe de fleurs entourée d'un ruban au nom de la France combattante, au pied de la statue de Georges Clemenceau.

Vers 17 heures 30, l'atmosphère change. Les trottoirs sont envahis par une foule, les chiffres sont incertains, peut-être 3 000, d'autres disent 15 000, des Parisiens de tout âge mais principalement des jeunes gens et jeunes filles. Dans la foule, des futurs gaullistes, des socialistes, une poignée de communistes, des hommes de droite, mais principalement des royalistes dont madame Hélène de Suzannet et ses deux fils Roland et Lionel, Raymond Massiet (alias Duffresne), Alain Griotteray, Guillaume de Tournemire, Fernand Bonnier de La Chapelle, Philippe Barat de Sars, les tout jeunes Philippe Boiry et Jacques Dupont, etc. Les groupes de patriotes descendent l'avenue, portant des cocardes tricolores fabriquées à partir de toutes sortes de matériaux, jusqu'à des morceaux de boîtes d'allumettes.

Jacques Dupont (premier major de l'Idhec, il est le réalisateur de nombreux documentaires, entre autres sur d'Estienne d'Orves et sur l'abbé Stock), sympathisant des mouvements royalistes proches du comte de Paris, revient du rassemblement des Compagnons de France à Randon : « Vers 17 heures je me rends place de l'Étoile. Autour de l'esplanade où nous ►

étions parvenus, c'était un rodéo de fridolins dans leurs petites voitures de reconnaissance d'où ils sautaient pour alpaguer un à un les manifestants. A part cela, j'ai retrouvé beaucoup d'étudiants, de lycéens royalistes et d'Action française. Il y eut beaucoup de galopades... et des jeunes prisonniers entassés dans des camions bâchés garés devant le Fouquet's. Nous allons tous commencer la nuit au Majestic, parqués dans les grands salons rococo. Au milieu de la nuit nous fûmes conduits à la prison de la Santé. Un mois plus tard, brusquement, les portes s'ouvrirent et nous fûmes tous rendus à la liberté. »

Si la police française a bien tenté de disperser, sans enthousiasme, la manifestation, c'est bien la police allemande qui intervient. Elle charge, tire en l'air, arrête brusquement un certain nombre de patriotes. Il y eut 155 arrestations. Le 15 novembre, Pierre Laval parle de 123 arrestations, mais de très nombreux coups de filet sont effectués dans les jours qui suivent. Le délégué général du gouvernement français auprès des autorités d'occupation à Paris, le général La Laurencie (1879 †1958; voir *Royaliste* n°s 1262 et 1264) intervient pour faire libérer les prisonniers.

Au sens premier, la manifestation du 11 novembre n'est pas une manifestation de la résistance, mais une manifestation patriotique. Pour autant, nombre de participants vont poursuivre le combat dans la Résistance. L'un des organisateurs, Jean Ebstein-Langevin, gagne l'Afrique du Nord, rejoint la 1^{re} Armée et participe à tous les combats de celle-ci. J'ai déjà dit le courage de madame Hélène de Suzanet (voir *Royaliste* n° 1194) et de Fernand Bonnier de La Chapelle (voir *Royaliste* n° 1247). Il serait injuste d'oublier Philippe Barat de Sars qui organise les barricades du Quartier latin en août 44 avec Raymond Massiet (alias Dufresne), chef des FFI de la Seine.

Radio Londres parle de la manifestation le 29 en affirmant : « Ils n'acclament personne, mais devant eux, il y en a deux qui portent des gaules et, chaque fois que celles-ci s'agitent ensemble, les étudiants crient : Vive... » La presse étudiante ne l'évoque pas. Excepté dans les quotidiens collabos, les Parisiens ne savent pas comment s'est passée la journée du 11 novembre. Dans une belle surenchère, Marcel Déat dans son journal *L'Œuvre* et Jacques Doriot dans *Le Cri du peuple* dénoncent : « La folle équipée dans laquelle ont été entraînés nombre d'étudiants parisiens et de lycéens, garçons et filles, par le sectarisme provocateur de ces Camelots du roi, qui de tout temps, ont prétendu régenter le Quartier latin. » (Déat) Propos auxquels Jacques Doriot répond : « Sectarisme provocateur des Camelots du roi... c'est vite dit. Il y a aussi les jeunes juifs, les jeunes socialo-communistes, les jeunes pourris de la maçonnerie que la politique du Maréchal inquiète et dérange. » ■

(A suivre.)

Brèves royales

■ **5 mars. Katmandou.** – Les élections législatives népalaises voient le recul de tous les anciens partis, dont celui qui prône la monarchie constitutionnelle, le Rastriya Prajatantra Party (RPP), qui perd neuf sièges, de 14 à 5 sur un total de 275 sièges, avec 3 % des voix (contre 5,5 % en 2022). Il n'a gagné qu'une seule circonscription sur 165.

À la veille du scrutin, l'ex-roi Gyanendra avait suggéré un report au nom de l'unité nationale, considérant que l'avenir constitutionnel n'était pas assuré.

■ **10 mars. Londres.** – Discours engagé de la reine Camilla au palais Saint-James en tant que présidente de l'association « Women of the World » (Femmes du monde entier). Relatant son entrevue le 23 février à sa résidence avec « l'icône » française Gisèle Pélicot, elle a réitéré sa « solidarité » avec les victimes d'agressions sexuelles – sans mention des affaires en cours – ; elle s'est longuement étendue sur le rôle de l'éducation des garçons et des jeunes hommes dans la gestion de leurs sentiments à l'école et sur les terrains de jeu. « Chaque enfant doit apprendre ce qu'est le consentement et ce qu'est une agression. »

■ **10 mars. Westminster.** – Adoption en dernière lecture par la Chambre des communes du projet de loi de réforme de la Chambre des lords supprimant les sièges réservés aux pairs héréditaires (voir *Royaliste* n° 1317). Le roi devrait promulguer la loi avant la nouvelle saison parlementaire qu'il ouvrira en mai.

■ **11 mars. Valparaiso.** – Le roi d'Espagne Felipe VI assiste à l'inauguration de la présidence du Chili par José Antonio Kast. Il s'en était fait une règle pour toute

intrônisation de chef d'État dans les pays ibéro-américains. C'était sa dix-neuvième occasion depuis qu'il est devenu roi. La veille, à Santiago, il s'était entretenu avec le nouveau président ainsi que son prédécesseur, Gabriel Boric, ainsi qu'avec le nouveau président élu du Honduras. Il a également rencontré l'opposante vénézuélienne María Corina Machado qui lui a rendu hommage dans une conférence de presse.

La présence du roi était d'autant plus remarquée que le gouvernement espagnol est la cible de Donald Trump sur l'Iran et que les États-Unis s'étaient fait représenter en nombre à la cérémonie pour marquer leur préférence pour le candidat de droite. L'Espagne entend bien rester pleinement dans le jeu en Amérique latine.

■ **11 mars. La Paz.** – Le roi d'Espagne a poursuivi par un voyage officiel en Bolivie du 11 au 13 mars, compensant ainsi le fait qu'exceptionnellement il n'avait pu assister à l'intronisation de son nouveau président Rodrigo Paz, également orienté à droite, en novembre dernier.

■ **14 mars. Farah Pahlavi.** – La dernière impératrice de d'Iran, 87 ans, a donné depuis sa résidence parisienne un long entretien en exclusivité au quotidien francophone libanais *L'Orient-Le-Jour* qui le publie dans son édition du week-end, le 14 mars. Sous le titre : « La disparition de Khamenei ne suffira pas à mettre fin au régime ». Farah Pahlavi poursuit : « elle ne modifie jamais, à elle seule, sa nature. Il convient de rappeler que les systèmes politiques les plus enracinés reposent sur des structures, des institutions et des équilibres complexes. » Elle admet cependant que « de tels moments invitent à repenser l'avenir que les populations souhaitent construire pour elles-mêmes et leurs enfants ». Elle insiste : « Tout changement



▲ La reine Camilla et Gisèle Pélicot le 23 février à Clarence House, à Londres.

SOURCE : SITE OFFICIEL ROYAL.UK

durable doit naître de l'intérieur de nos frontières et s'appuyer exclusivement sur la volonté nationale. En aucun cas, une intervention extérieure ne saurait remplacer un choix clair exprimé par nos concitoyens. » Elle se déclare « touchée » par « l'attention et la confiance » dont son fils bénéficie « d'une partie de la diaspora iranienne » et « émue » par l'appui manifesté au sein des manifestations sur le territoire iranien. « Cette estime tient moins à un héritage dynastique qu'à l'espoir persistant que beaucoup placent en lui comme porte-parole de la liberté et de la démocratie tant désirées. Je souhaite néanmoins qu'il revienne naturellement aux Iraniens, le moment venu, de décider de leur propre avenir politique. »

■ **17 mars. Tbilissi.** – Décès du patriarche de l'Église orthodoxe géorgienne, Ilia (Elie) II, 93 ans, en poste depuis 1977. Partisan de la monarchie constitutionnelle, en 2009, il avait marié les deux branches des Bagratides, David Bagration-Mukhranéli et Ana Bagration-Gruzinsky. Leur fils, Giorgi Bagration, né en 2011, est considéré comme le seul héritier de la maison royale de Géorgie. Ses parents ont divorcé en 2013. Le patriarche a réitéré son soutien à la formule monarchique en 2017 lors de discussions sur des amendements à la Constitution.

■ **22 mars. Bruxelles.** – Le roi Philippe et la reine Mathilde de Belgique ont assisté à trois cérémonies officielles qui marquaient les 10 ans des attentats de Bruxelles. Les plus hauts dignitaires du royaume étaient réunis auprès de victimes, ce dimanche, sur les lieux du drame : à l'aéroport de Zaventem, à la station de métro Maelbeek et dans le quartier européen.

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

■ L'association Gens de France



Gens de France est une association que Mgr le comte de Paris a créée en 2003 pour favoriser, autour de la Maison de France, la relation entre les personnes et contribuer, par ses actions, au bien de la France et à son rayonnement à l'étranger.

Grâce aux bonnes volontés qu'elle rassemble, l'association soutient le Prince dans ses engagements dans des domaines aussi variés que le patrimoine, l'environnement, le handicap ou la défense.

Pour adhérer à Gens de France, suivre le lien : <https://comtedeparis.com/>

■ Le comte de Paris à Sète

Mgr le comte de Paris s'est rendu le 11 mars dernier auprès des ostréiculteurs du bassin de Thau à Sète. Il avait rencontré auparavant les chercheurs de l'Unité mixte de recherche « MARBEC » à Sète, pour faire le point sur la situation ostréicole et plus généralement sur la recherche en écologie marine, en France comme en coopération internationale. La conchyliculture, « métier entièrement fondé sur l'environnement », est particulièrement soumise aux aléas du changement climatique, comme l'a montré la fermeture récente de la commercialisation des huîtres en janvier-février dernier.

En rencontrant M. Patrice Lafont, ostréiculteur et président du Comité régional conchylicole de Méditerranée, le comte de Paris a pu s'informer auprès des meilleures sources et se rendre compte des atouts et des difficultés d'une profession de passionnés qui a pris son destin en main sans attendre l'appui des autorités nationales et européennes, et qui reste un acteur essentiel de la bonne santé des eaux côtières.

■ L'association « Route Henri IV »

Le 27 février 2026, date anniversaire du sacre d'Henri IV à Chartres en 1594, Mgr le comte de Paris a participé au lancement de l'association « Route Henri IV : Chemins d'Histoire en Eure-et-Loir ».

À l'initiative de la préfecture d'Eure-et-Loir, du département et de Stéphane Bern, cette belle démarche met en lumière dix sites patrimoniaux emblématiques de ce riche territoire, dont la cathédrale de Chartres, le château de Maintenon ou encore le domaine royal de Dreux.

■ Hommage à Arnaud Frion

La princesse Marie de France a assisté, mardi 17 mars, à l'hommage national rendu au major Arnaud Frion, du 7^e bataillon de chasseurs alpins de Varcès, tué lors d'une mission dans le nord de l'Irak.

La sœur aînée de Mgr le comte de Paris est la marraine de cette unité, créée en 1837 par Ferdinand-Philippe d'Orléans. Elle est la nièce du prince François d'Orléans, sous-lieutenant de ce même bataillon, mort pour la France en Algérie.

La Nouvelle Action royaliste

■ Comité directeur

Le comité directeur de la NAR se réunira le mardi 7 avril. À l'ordre du jour : le contexte politique après les municipales ; les conséquences du conflit au Moyen-Orient.



■ Le livre de François Gerlotto

Le livre de François Gerlotto, président du comité directeur de la NAR, *Les Enfants de Noé* (Éditions France-Empire, mars 2026), est en vente depuis le 12 mars.

Nous incitons tous nos lecteurs à se procurer cet ouvrage important qui prolonge nos analyses sur l'écologie en traitant plus particulièrement des relations avec le monde animal et l'ensemble du vivant alors même que la crise climatique et l'effondrement de la biodiversité montrent combien ce lien est vital.

Ce livre est à commander chez votre libraire en lui indiquant que les éditions France-Empire sont distribuées par Salvator-diffusion.

■ Notre souscription pour 2026

Notre souscription a démarré le 1^{er} mars et a fait l'objet d'un insert diffusé à l'ensemble de nos lecteurs avec notre n° 1319. Nous avons besoin cette année de 10 000 euros pour poursuivre nos projets de développement.

Pour souscrire, il vous suffit :

- soit de nous adresser un chèque à l'ordre de la NAR ;
- soit de procéder à un virement direct sur le compte de la NAR auprès de la Banque postale (IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR. en précisant « pour la souscription ».

Vous avez également la possibilité de faire un **don défiscalisé** au journal au titre de l'année 2026. Souscrit par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, un tel don vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable. Il suffit de vous connecter sur le lien suivant : <https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Royaliste/fr/don/index.html>



Par Marc Sévrien

Les impasses du trumpisme

Il est naturellement impossible de savoir où va nous conduire la politique menée au Proche-Orient par l'ex-futur prix Nobel de la paix, mais nous pouvons déjà poser avec prudence quelques jalons. Il devient lassant d'entendre les petites stars des médias et autres starlettes des plateaux nous annoncer soir et matin que nous allons vers la troisième guerre mondiale. C'était déjà le cas après l'agression russe contre l'Ukraine. Or nous n'en savons rigoureusement rien même si nous avons le droit d'être inquiet. Il faut arrêter de se raconter comme les enfants des histoires qui font peur. Il est lassant également d'entendre matin et soir les jérémiades des uns et des autres sur la folie de Donald Trump. C'est le genre d'arguments qu'on développe pour se rassurer quand on ne comprend rien à ce qui se passe et qu'on ne peut concevoir que les choses n'aillent pas dans le sens qu'on avait prévu. Assez de pleurnicheries sur les violations du droit international. Les violations de ce droit sont aussi anciennes que ce droit lui-même. Cela n'excuse rien mais cela nous libère de schémas préconçus plus ou moins explicites sur un avant et un après qui en disent plus sur nos représentations que sur la réalité que nous vivons. Enfin, gardons-nous des pitreries de certains « patriotes » qui font des gardiens de la révolution iranienne des disciples de Churchill et de Trump le digne héritier de Hitler. L'anachronisme en histoire comme en politique est une ânerie. Ne parlons pas des divagations sur la manipulation de Trump par Netanyahu qui fleurent mauvais l'antisémitisme. Assez !

La politique de Trump cherche d'abord et avant tout à faire régresser l'influence chinoise en Amérique latine comme en Asie ou ailleurs. Ce qui n'empêche pas des *deals* provisoires. Or l'Iran est l'un des principaux fournisseurs énergétiques de la Chine, voire de l'Inde. Natacha Polony a raison quand elle dit que derrière des déclarations contradictoires quotidiennes, Trump a un objectif très clair dont on peut tout de même se demander si les solutions adoptées pour y parvenir sont efficaces à défaut d'être justes. Netanyahu de son côté veut remodeler le Proche-Orient pour y devenir la puissance dominante fût-ce au prix de l'écèlement du Liban, de la Syrie ou de l'Iran. Les deux ne sont pas incompatibles mais ne se recoupent pas nécessairement. Mais à ce petit jeu, il semble bien que les deux acteurs et le président américain en tout premier lieu n'aient pas pris la mesure de ce qu'ils faisaient. S'en préoccupaient-ils d'ailleurs vraiment ?

Petit à petit il apparaît qu'une partie de l'entourage du président américain et de son administration désavouaient cette aventure militaire. La démission du chef du renseignement américain et ses déclarations en sont une preuve manifeste. Le Congrès américain ronge son frein, mais face au mécontentement d'une part de plus en plus importante de l'électorat et face à la perspective des élections de *mid-term*, combien de temps encore pourra-t-il laisser faire le président ? Le Premier ministre israélien, lui, peut encore compter sur le soutien de son opinion publique qui voit dans l'Iran une menace existentielle. Mais les tirs iraniens se montrent tout de même plus efficaces que prévu. Et il faudra bien sortir de cet état de guerre – et pour construire quoi ? Le locataire de la Maison Blanche a-t-il vraiment cru que l'élimination de quelques têtes aussi nombreuses aient-elles été, feraient tomber le régime ? Elle a surtout apporté destructions et désolation, et les jours qui passent montrent que l'Iran s'est formidablement bien préparé, tant sur le plan politique que militaire et que les drones iraniens provoquent des dégâts considérables. La destruction des usines de dessalement de l'eau de mer dans le Golfe provoquerait une catastrophe économique et humaine dramatique. La fermeture du détroit d'Ormuz, si elle freine voire empêche le transfert des hydrocarbures, nuit aussi à l'exportation d'engrais dont nombre de pays ont besoin pour leur agriculture et dont les pénuries sont susceptibles de provoquer des famines avec les conséquences politiques qu'on peut imaginer. C'est donc vers une crise économique majeure que l'on s'oriente, crise qui pourrait toucher aussi les États-Unis et l'Europe. À cela vient s'ajouter le fait que l'administration Trump n'a pas jugé nécessaire de mettre en place une économie de guerre à même de produire les armements dont elle a besoin. Mais le peut-elle seulement ? La désindustrialisation du pays, fruit de trente ans de niaiserie sur la mondialisation heureuse, y est un obstacle majeur. Le seul avantage de cette guerre est probablement de montrer l'amateurisme de ceux qui l'ont provoquée tant à Washington qu'à Tel Aviv. Dès lors, il faut être reconnaissant au président Macron d'avoir refusé de nous engager dans une aventure délirante aux côtés des Américains. Plus que jamais l'Europe et d'abord la France doivent s'émanciper de la tutelle américaine. Plus que jamais elles doivent se penser comme des puissances dans une architecture à repenser de fond en comble. Mais l'Europe et plus particulièrement la France sont-elles encore capables de considérer la puissance autrement que comme un gros mot ? ■

Sommaire

Page 2 : Actualité - Événements

Mercredis de la NAR.

Pages 3 à 5 : La Politique

La France fracturée. – Les alliances de l'entre-deux tours.
– Sur le mur de Jean Chouan. – La social-démocratie (1).

Pages 6 à 8 : La Nation française

La visite de Mgr le comte de Paris chez les conchyliculteurs. – Électricité : Un hold-up à vingt milliards.
Sur le front paysan. – La Quinzaine en France.

Pages 9 à 11 : Les Chemins du monde

Du Nil à l'Indus. – Allemagne : la première étape d'un marathon électoral – La route de Katmandou.
– Les Faits marquants.



Pages 12 et 13 : Synthèse

Dieu est-il désenchanté ?

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres

L'indépendance américaine et la France. – Dans les centres de rétention. – Des héros bien français. – La question de la guerre.
– Habermas, l'optimisme de la raison.

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes

Paul Huet et le romantisme. – Le Tournai des Six Nations. – Théâtre : *À notre place*. – Les Expositions.

Pages 21 à 23 : La Voie royale

Le 11 novembre 1940 des royalistes. – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste.

Page 24 : Éditorial

Les impasses du trumpisme.